

# ***Forum sur la Gouvernance de l'Internet : quel sens pour l'Afrique?***

*(The Internet Governance Forum: what does it mean for Africa?)*

Document de travail/working document

Ken LOHENTO

*Ce document est un travail personnel et n'engage en rien aucune institution dans  
laquelle je suis ou ai été impliqué.*

*Plus d'information : [www.iafric.net/benin](http://www.iafric.net/benin)*

Octobre 2009

## **SUMMARY**

*This article seeks to understand the representation and interest of the IGF process within the African ICT community, and to give illustrations of its eventual impact. To do this, we, primarily, have analyzed exchanges on two key discussion lists on which African views on Internet governance are conveyed. To complement and validate if necessary observations, we have consulted some documents produced by some players and have questioned others. We have also based conclusions on our observation of the process since its launch in 2006.*

*The two lists analyzed are a panAfrican list (the **AfrICANN list**, created by the AfriNIC, the body responsible for managing IP and ASN addresses for the continent) and an international list (the **Governance list**, a discussion space for the international civil society Internet Governance Caucus). The first space was analyzed during six months (November 2008 - April 2009) and the second during a year (May 2008 - April 2009). These lists are two public lists, the most relevant for our analysis. It has been observed only 7% of contributions dealt with IGF on the AfrICANN in the period; this figure shows an interest in the international process, but it is minimal, on a space that gathered key African ICT governance players. However, as contributions on other subjects discussed on the list illustrate, Internet Governance as an issue is of a strong concern, specifically when it relates to its consolidation in Africa. "Localising IGF" has then become a common leitmotiv on the continent. From another point of view, 5.43% of the Internet Governance Caucus list contributions came from African subscribers during the twelve months analyzed. This figure is at least below the continent's presence on this space (about 10%). However, it has to be stressed that Africa do contributes to life in this group at all levels, including during development of contributions submitted to IGF. On both lists, the feeble African participation that may be understood by several factors is regretted, by African stakeholders themselves first of all, and calls for reversing this trend are often made. All these conclusions are validated by the observation of the whole process, the analysis of some written productions and discussions with some key actors.*

*A main conclusion after this research is that, although Africa contributes and participates in IGF in different manners and for various reasons, its interest in the international process is minimal; this is due to the mandate of the Forum (which is not seen as a space for solutions that Africa is urgently longing for), due to the basic access to ICT needs and to the crucial need to strengthen internet governance on the continent, which is seen as a greater priority. In addition, the involvement of the academia is lacking, as well that of regional economic organizations (ECOWAS, SADC, etc.), maybe because governments seem less interested in the process. The other main conclusion is that, capacity building for some African ICT actors, and the increased awareness on the importance of the multi-stakeholder approach in policy making in the sector, are seen as the key advantages gained from the international process.*

*It is therefore crucial, in this period of mid-term "evaluation" of IGF, and some days before its fourth annual meeting organized in Africa, that mechanisms that support capacity building are strengthened and made more visible, if further enhancing the importance of the international process in the eyes of actors of the continent is an aim.*

*Key words: internet governance, Africa, political participation, discussion list, access, WSIS, IGF, civil society, technical community, international cooperation.*

## **Résumé**

Cet article cherche à comprendre la représentation et l'intérêt du processus du Forum sur la Gouvernance de l'Internet au sein de la communauté des acteurs des TIC en Afrique, et à rendre compte d'éléments d'illustration de son impact éventuel. Pour ce faire, nous avons choisi, à titre principal, d'analyser les échanges sur deux listes de discussions clés, réceptacles de points de vue africains sur la gouvernance de l'internet. Pour compléter et valider si nécessaire les observations faites, nous avons consulté quelques documents produits par certains acteurs et en avons interrogé d'autres. Nous nous sommes également basés sur notre observation du processus depuis son lancement en 2006.

Une liste africaine (liste **AfrICANN**, créée par l'AfriNIC, organisme en charge de la gestion des adresses IP et ASN en Afrique) et une liste internationale (liste **Governance** du Caucus de la société civile internationale sur la Gouvernance de l'Internet) ont été analysées. La première l'a été sur six mois (novembre 2008 – avril 2009) et la seconde sur une année (mai 2008 – avril 2009). Il s'agit de deux listes publiques, les plus pertinentes pour notre analyse. Il a été observé seulement 7% de contributions portant sur le FGI sur AfrICANN ; cette statistique illustre un certain intérêt certes à ce processus international, mais il est minimal dans un espace regroupant les acteurs clés de la gouvernance des TIC en Afrique. Toutefois, comme l'illustrent les autres sujets de contribution, la gouvernance de l'internet en tant que problématique est une forte préoccupation lorsqu'elle concerne spécifiquement sa consolidation en Afrique. La « localisation » du FGI est ainsi le leitmotiv de bon nombre de ces acteurs. D'un autre point de vue, 5,43% des contributions de la liste du Caucus Gouvernance de l'Internet de la société civile internationale proviennent d'abonnés africains pendant ces douze mois. Ce chiffre est tout au moins inférieur à la présence du continent sur la liste (environ 10%). Toutefois, l'Afrique contribue bien à la vie du Caucus dans ses différentes dimensions, y compris lors des processus de contributions collectivement élaborées et soumises au FGI, avec des contributions substantives. Sur les deux listes, la faible participation africaine au processus du FGI est regrettée, d'abord par les Africains eux-mêmes, et des plaidoyers appellent souvent à inverser cette tendance. L'observation du processus, l'analyse de quelques articles et l'interrogation de quelques acteurs valident ces constats.

Il se dégage, comme première conclusion, que bien que l'Afrique participe et contribue au FGI sous différentes facettes et pour différentes raisons, son intérêt au processus international en cours reste minimal ; ceci du fait du mandat du Forum (qui n'est pas perçu comme un espace de solutions), du fait de la prééminence du besoin d'accès « basique » aux TIC et des besoins prioritaires de renforcement de la gouvernance de l'internet sur le continent. En outre, la contribution des chercheurs fait défaut, tout comme celle des organisations régionales (CEDEAO ; CEMAC, etc.), peut-être parce que les gouvernements semblent moins s'intéresser au processus. La seconde conclusion majeure enseigne qu'en dehors de la sensibilisation accrue sur l'importance du partenariat multi-acteurs, le renforcement de capacités est ce qu'en définitive certains acteurs africains des TIC tirent du processus du FGI.

Il est alors important, au moment où le FGI est dans sa phase d'« évaluation à mi-parcours », et au moment où sa quatrième rencontre s'organise en Afrique, que les dispositifs favorisant ce renforcement de capacités soient plus lisibles et renforcés, si l'on veut valoriser davantage ce processus international aux yeux des acteurs du continent.

**Mots-clés** : gouvernance de l'internet, Afrique, participation politique, liste de discussion, accès, SMSI, FGI, société civile, communauté technique, coopération internationale.

## **SIGLES PRINCIPAUX**

ACSIS :	African Civil society for the Information Society /Société Civile Africaine pour la Société de l'Information
AfriNIC :	African Network Information Center
APC :	Association for Progressive Communications
CGI :	Caucus Gouvernance de l'Internet de la société civile internationale
FGI:	Forum sur la Gouvernance de l'Internet
GI :	Gouvernance de l'Internet
GTGI :	Groupe de Travail sur la Gouvernance de l'Internet
ICANN :	Internet Corporation for Assigned Names and Numbers
IGC :	Internet Governance Caucus
IGF:	Internet Governance Forum
IPAO :	Institut Panos Afrique de l'Ouest
MAG :	Multistakeholder Advisory Group (Comité Conseil Multi-acteurs du FGI)
SMSI :	Sommet Mondial sur la Société de l'Information

Entre 2002 et 2005, les Nations Unies ont organisé en deux phases, un Sommet Mondial sur la Société de l'Information (SMSI) dont deux objectifs majeurs étaient de faire émerger une compréhension commune des implications du développement des « nouvelles » Technologies de l'Information et de la Communication pour l'ensemble des pays et de mettre en place des stratégies pour lutter contre les inégalités d'accès à ces technologies. Une des questions majeures ayant fait l'objet d'intenses débats et négociations est la « gouvernance de l'internet »<sup>1</sup>. Dans son rapport rendu public en 2005, le Groupe de Travail mis en place par les Nations Unies pour étudier cette notion et ces implications (Groupe de Travail sur la Gouvernance de l'Internet), a défini la Gouvernance de l'Internet comme « *l'élaboration et l'application par les États, le secteur privé et la société civile, dans le cadre de leurs rôles respectifs, de principes, normes, règles, procédures de prise de décisions et programmes communs propres à modérer l'évolution et l'utilisation de l'Internet* ».

La gouvernance de l'internet apparaît ainsi comme un mot-valise, incluant différentes problématiques à la fois politiques et techniques de l'internet, à savoir : l'administration des noms et adresses IP, l'administration du système de serveur racine, les coûts de l'interconnexion internationale, la cyber-sécurité et le cyber-crime, le multilinguisme dans les systèmes de nommage de l'Internet, le spam, la résolution des litiges, les standards techniques, l'accès abordable et universel, la protection du consommateur, de l'utilisateur et la vie privée, les droits de propriété intellectuelle, la diversité culturelle et linguistique, le renforcement des capacités, les politiques et régulations, etc.<sup>2</sup>

Compte tenu du caractère stratégique de l'ensemble de ces questions pour le développement harmonieux, stable, ouvert et multilatéral de l'internet, le SMSI avait décidé de mettre en place à la fin du Sommet un « Forum sur la Gouvernance de l'Internet », dont la mission principale est de favoriser le débat les enjeux de politiques publiques liées à cette question et d'identifier les stratégies afin de la renforcer, ainsi que le précise le paragraphe 72 de l'« Agenda de Tunis », l'un des deux documents ayant sanctionné la rencontre de Tunisie :

**72. Nous invitons le Secrétaire général de l'ONU à réunir, selon une approche ouverte et non exclusive, d'ici au deuxième trimestre de 2006, un nouveau forum destiné à établir entre les multiples parties prenantes un dialogue sur les politiques à suivre qui, sous le nom de Forum sur la gouvernance de l'Internet, aura pour mandat:.... **a)** de traiter les questions de politique publique relatives aux principaux éléments de la gouvernance de l'Internet afin de contribuer à la viabilité, à la robustesse, à la sécurité, à la stabilité et au développement de l'Internet... **d)** de faciliter l'échange d'informations et de bonnes pratiques ...(...); **f)** de renforcer et d'accroître l'engagement des parties prenantes, en particulier celui des pays en développement, dans les mécanismes de gouvernance de l'Internet existants et/ou futurs (...).**

Les thématiques de la gouvernance de l'internet sont spécifiquement traitées au FGI du point de leurs enjeux internationaux.

---

<sup>1</sup> L'autre question ayant cristallisé les débats a été le financement du développement de la « société de l'information » dans les pays du Sud.

<sup>2</sup> Voir le rapport du GTGI sur son site : <http://www.wgig.org/>

L'Afrique avait également appelé à la mise en place de ce Forum, ainsi que l'illustrent, notamment, la *Position Africaine Commune sur la Gouvernance de l'Internet* (adoptée par les ministres africains en charge des TIC, en présence des professionnels africains en septembre 2005 au Sénégal<sup>3</sup>), et la résolution soumise par le « Groupe Africain<sup>4</sup> » en novembre 2006 à Tunis<sup>5</sup>. L'Afrique exprimait ainsi la volonté de contribuer à ce processus, à travers ses différents acteurs (secteur privé, gouvernement, société civile) afin d'y voir ses enjeux discutés. Dès lors, on pouvait formuler l'hypothèse que le continent participerait activement au FGI.

Cet article cherche à vérifier cette hypothèse. Plus précisément, il cherche à comprendre la représentation et l'intérêt du processus du FGI en Afrique au sein de la communauté des acteurs des TIC, et à rendre compte d'éléments d'illustration de son impact éventuel. Il se veut également une contribution aux réflexions développées dans la perspective de l'organisation de la quatrième rencontre annuelle du FGI en Afrique et de la revue à mi-parcours du mandat de ce dernier.

Pour réaliser cette recherche, nous avons, d'une part, analysé les échanges sur deux listes de discussions clés, réceptacles de points de vue africains sur la gouvernance de l'internet. D'autre part, pour compléter et valider si nécessaire les observations faites, nous avons consulté quelques documents publiés par certains acteurs et en avons interrogé d'autres.

## **1. ANALYSE DES DEUX LISTES : JUSTIFICATION ET METHODOLOGIE**

Comme l'avait formulé Michel Elie de l'Observatoire des Usages de l'Internet en France, « *Le net-forum s'impose là où la discussion orale n'est pas possible, par exemple du fait de la dissémination géographique ou du nombre des participants. Il permet un débat entre personnes géographiquement très éloignées, qui autrement n'auraient jamais le moyen d'échanger*<sup>6</sup>. » Que ce soit au niveau national, régional ou international, ces dispositifs permettent de s'informer et de contribuer aux processus en cours de mise en oeuvre.

Ces listes de discussions sont particulièrement utiles aux acteurs africains car elles constituent un moyen de contournement des obstacles financiers rencontrés pour prendre part aux rencontres régionales ou internationales, offrent l'opportunité de mettre davantage en lumière leurs enjeux souvent peu pris en compte au niveau international<sup>7</sup>, favorisent un renforcement de capacités par l'exposition et la

---

<sup>3</sup> « *La conférence adopte... La mise en place d'un cadre mondial de concertation pour examiner en profondeur les questions de politiques générales relatives à l'Internet. Un tel cadre devrait autoriser la participation sur un même pied d'égalité de toutes les parties prenantes* (<http://www.cipaco.org/spip.php?article346>) »

<sup>4</sup> Comité panafricain intergouvernemental ayant représenté le continent durant différentes négociations du SMSI.

<sup>5</sup> *Nous soutenons l'instauration d'un forum mondial de consultation pour revoir en profondeur les politiques d'intérêt général sur la Gouvernance de l'Internet. Un tel cadre devrait faciliter la participation de toutes les parties prenantes. Nous invitons le Secrétaire Général des NU à organiser le forum avant la fin du premier trimestre 2006* (<http://www.cipaco.org/sources/DebatFGIAfrique.pdf>)

<sup>6</sup> Michel Elie, Observatoire des Usages de l'Internet : *Comprendre et maîtriser les forums de discussion sur internet*, communication présentée au colloque international " Les fractures numériques Nord/Sud en question : Quels enjeux ? Quels partenariats ? " Université d'été de la communication d'Hourtin (Gironde - France), août 2003 (<http://www.oui.net/modules/wfsection/article.php?articleid=9>)

<sup>7</sup> *Louder Voices, Strengthening Developing Country Participation in International ICT Decision-Making*, DFID, CTA, Panos London, 2008 : « *it is clear that developing countries are increasingly*

participation aux échanges. Les listes de discussions constituent justement l'un des canaux clés d'échange sur le FGI et de préparation à sa rencontre annuelle. Dans le cadre de cette investigation, nous faisons le choix de ne pas cibler les listes nationales<sup>8</sup>.

### **1.1. Les Listes « AfrICANN » et « Governance », deux des plus pertinentes pour analyser la participation africaine au FGI**

Deux listes de discussion clés, publiques et ouvertes, servant d'échanges et recueillant des réflexions africaines sur la gouvernance de l'internet sont la liste **AfrICANN**, créée par l'AfriNIC<sup>9</sup>, organisme en charge de la gestion des adresses IP et ASN en Afrique, et la liste **Governance** du Caucus de la société civile internationale sur la Gouvernance de l'Internet. Ces deux listes constituent des espaces pertinents d'analyse de la représentation et de l'intérêt du FGI au sein des professionnels africains des TIC, ainsi que de leur contribution et participation à ce processus. D'autres listes de discussions existent bien entendu, qui auraient pu faire l'objet d'analyse dans cette perspective, et qui ont la potentialité d'apporter des éléments d'information complémentaires.

Pour l'Afrique, il s'agit notamment des listes de discussion :

- *Africa-Net*<sup>10</sup>, mise en place depuis 2000 et servant de plate-forme d'échanges sur les TIC, avec plus de 500 membres et sur laquelle des échanges liés aux processus du Sommet Mondial sur la Société de l'Information ont (eu) ponctuellement lieu ;
- *Africa-CS-WSIS*<sup>11</sup>, créée dans le cadre du processus du SMSI par le Caucus de la société civile africaine, regroupée par la suite autour de l'association panafricaine ACSIS<sup>12</sup> ; cette liste est active depuis avril 2003 et avec plus de 500 abonnés ;
- *AISI-L* et *AISI-IG-L*, deux listes créées par la Division de la société de l'information de la Commission Economique Africaine des Nations Unies ; la première porte sur les TIC en général, a eu à héberger des débats sur le SMSI, alors que la seconde est dédiée à la gouvernance de l'internet ;
- *AFTLD-discuss*, liste de discussions de l'organisation en charge des noms de domaines africains de premier niveau, AFTLD ;
- *AfrISPA-discuss*, liste de discussions de l'association des fournisseurs d'accès internet africains.

Mais si *Africa-Net*, et dans une moindre mesure *Africa-CS-WSIS*, sont assez actives, la première est généraliste, consacrée aux TIC pour le développement, alors que la

---

*excluded from international decision-making at the technical level... There was also consensus among those consulted for the study that action to strengthen the ICT policy capacity of developing countries must be accompanied by action to level the policy playing field so as to ensure that the needs of developing countries are on the agenda of international ICT fora and that they are included in decision-making processes. »*

<sup>8</sup> Une liste nationale dynamique comme celle du réseau *Kictanet* (Kenya ICT Action Network) <http://www.kictanet.or.ke/> serait utile à analyser pour appréhender la problématique surtout au niveau national ou régional en Afrique de l'Est.

<sup>9</sup> [www.afrinic.net](http://www.afrinic.net)

<sup>10</sup> [www.reseauafricanet.org](http://www.reseauafricanet.org)

<sup>11</sup> <http://mailman-new.greennet.org.uk/cgi-bin/mailman/listinfo/africa>

<sup>12</sup> African civil society for the Information Society ; réseau de la société civile africaine s'intéressant aux TIC.

seconde est animée d'abord par la société civile exclusivement, et que depuis plusieurs mois, elle sert essentiellement à la diffusion d'annonces ponctuelles. La liste *AFTLD-discuss* n'a pratiquement pas hébergé ou relayé des discussions du FGI concernant les noms de domaines durant la période analysée ; il en est de même, dans une moindre mesure, pour *AfrISPA-discuss* ; ces deux dernières nous paraissent en outre un peu plus fermées, avec un public plus spécialisé. Enfin les deux listes de la CEA sus-indiquées sont peu actives depuis quelques temps, celle portant sur la gouvernance de l'internet n'ayant pas vraiment été active.

A contrario, AfrICANN regroupe en particulier des membres de la « communauté technique de l'internet » venant de la société civile, du gouvernement et du secteur privé (environ 300 personnes) ; elle est le lieu, de temps à autre, d'échanges ponctuels sur la gouvernance de l'internet, y compris bien évidemment de discussions sur l'ICANN et l'Afrique, son objet premier. Ainsi, bien qu'elle ne soit pas dédiée au processus de la gouvernance de l'internet lancé par le SMSI, ses échanges et le profil de ses membres, offrent l'opportunité d'y examiner la représentation du FGI ainsi que la participation africaine.

Concernant les listes internationales d'échange recueillant des contributions africaines, les trois listes les plus ouvertes et traitant des processus du SMSI semblent être les listes *WSIS CS-Plenary*<sup>13</sup>, *la liste du Civil Society Internet Governance Caucus* et *la liste WSIS CS WG on Information Network Governance*<sup>14</sup>. La première est celle du caucus officiel de la société civile mondiale, la seconde est celle du caucus officiel de la société civile traitant spécifiquement de la « Gouvernance de l'Internet » pour le même processus, et la troisième est une liste alternative à la seconde, instituée plus tard par certains acteurs voulant offrir d'autres perspectives. Pour toutes ces raisons, et compte tenu de sa relation articulée aux processus du SMSI, de son animation, de son organisation interne<sup>15</sup>, la liste du Caucus de la Gouvernance de l'Internet constitue la plus pertinente pour notre analyse<sup>16</sup>.

Nous avons voulu associer l'examen de ces deux listes (*AfrICANN* et *Governance*), pour considérer autant les discussions intra-africaines que les contributions africaines dans des discussions internationales, afin d'avoir une meilleure vue de la participation africaine et de l'intérêt du continent.

## **1.2. Période analysée**

Idéalement, l'analyse exhaustive de ces deux listes, tout au moins depuis le lancement du FGI ou même dès 2004 au moment du lancement du Groupe de Travail sur la Gouvernance de l'Internet (GTGI) aurait pu être envisagée. Toutefois, l'entreprise est non seulement pratiquement insurmontable (milliers de messages à consulter), impossible pour la liste AfrICANN créée seulement en 2007, et pas forcément utile.

---

<sup>13</sup> <http://mailman-new.greennet.org.uk/cgi-bin/mailman/listinfo/plenary>

<sup>14</sup> <http://mail.conferences.tv/mailman/listinfo/gov>

<sup>15</sup> Elections des coordonnateurs, d'un comité de recours international, d'une charte, etc.

<sup>16</sup> Une autre liste de discussion qui aurait été très utile à analyser est celle du Multistakeholder Advisory Group – MAG - (Comité Conseil multi-acteurs) du FGI regroupant les « conseillers » des Nations Unies dans la cadre du FGI. Mais les contributions individuelles de ses membres n'étant pas publiques (seules des synthèses des discussions sont parfois rendues publiques), elle n'est donc pas adéquate pour notre exercice.

Dès lors, et compte tenu du temps que nous pouvions consacrer à cette recherche, nous avons restreint l'analyse de la liste « Gouvernance » sur douze mois, de mai 2008 à avril 2009<sup>17</sup>. La liste AfrICANN ne recevant presque exclusivement que des contributions africaines, la période ciblée a été plus restreinte et s'étale de novembre 2008 à avril 2009. Cette dernière période est donc commune aux deux listes et peut autoriser quelques examens comparatifs.

<b>Timing des différentes étapes du processus annuel international du FGI</b>	
Février	Consultations publiques, réunion du MAG
Mai	Semaine de la société de l'information : consultations publiques, réunion du MAG
Entre mars et septembre	Renouvellement partiel du MAG
Septembre	Consultations publiques, réunion du MAG
Entre novembre et décembre	Réunion annuelle du FGI

Pour la liste « Gouvernance », l'ensemble des étapes du processus sur une année a été couvert par les discussions. La période analysée étant à cheval sur deux années, cela a permis de prendre en compte des échanges liés aux sommets annuels du FGI en Inde et en Egypte. En outre, des processus internes majeurs au Caucus sur la Gouvernance de l'Internet, en l'occurrence le renouvellement de ses coordinateurs et de son *Appeal Team* (Comité des Recours), ont été aussi couverts. Dès lors, l'analyse des contributions africaines sur la liste concerne les différents moments clés du processus du FGI ainsi que ceux de la vie du Caucus, sur ces douze mois.

La période analysée pour la liste *AfrICANN* est également pertinente, quand bien même plus restreinte. Le moment fort que constitue la réunion annuelle du FGI en Inde, en décembre 2008, a été couvert, de même que les consultations publiques de février 2009 et le renouvellement du MAG.

### **1.3. Critères d'analyse du contenu des messages et d'identification des contributeurs**

Plusieurs facteurs et critères ont servi de base à notre investigation.

- a. Les archives en ligne des deux listes de discussion ont servi d'espace de consultation et d'analyse des messages diffusés. Nous n'avons pas tenu compte des messages dupliqués (rares) venant du même abonné.
- b. La plupart des messages diffusés dans la période sur les deux listes ont été lus ou parcourus individuellement.
- c. Nous avons considéré l'**importance numérique** des contributions par auteur dans l'analyse, dans la perspective de l'estimation de la contribution par

<sup>17</sup> La rédaction de l'article a été initiée en mars 2009.

région. Ce critère n'équivaut absolument pas à un jugement de valeur sur la pertinence ou la solidité argumentative d'un message transmis. Il s'agit juste d'un critère pouvant illustrer grossièrement la fréquence d'activité d'un abonné sur la période. Dans l'absolu, un abonné envoyant un seul message sur une période donnée, peut contribuer beaucoup plus qualitativement qu'un autre abonné diffusant régulièrement des messages de remerciement, des accusés de réception, ou des rappels sur le respect de la netiquette. A contrario, les contributions (ou certaines contributions) de ce dernier abonné peuvent contribuer à la consolidation des relations sociales sur la liste, ou à sa régulation fonctionnelle. Ainsi, le critère d'importance numérique permet d'identifier les « **grands contributeurs** », tels que nous les désignons dans ce texte.

- d. Nous avons pu déterminer le profil des contributeurs (nationalité ou région d'origine, organisation) en utilisant de façon conjuguée différents paramètres, lorsqu'il y a notamment des doutes, tels que :
- i. L'identité de l'auteur et le contenu du message ;
  - ii. Notre connaissance de certains de ces acteurs ;
  - iii. Recherche effectuée sur l'internet, notamment sur les sites de leurs organisations, à travers des réseaux sociaux tels Facebook, ou ailleurs dans le web ;
  - iv. Vérification auprès des personnes concernées ou auprès d'autres acteurs les connaissant.

## **2. LES ECHANGES SUR LA LISTE AFRICANN**

La liste *AfrICANN* a pour objectif officiel d'être un espace de discussion de la communauté internet africaine, en particulier, ceux qui sont impliqués, ou souhaitent l'être, dans les processus liés à ICANN. L'inscription et les échanges sur la liste sont libres, sans aucune modération. Si l'on peut s'attendre à une promotion des activités de l'ICANN ou à une présence forte d'acteurs pro-ICANN sur la liste parce qu'elle a été mise en place par l'AfriNIC, l'une de ses institutions partenaires, une critique de cette institution n'est pas interdite. Faut-il le rappeler, la dépendance institutionnelle juridique de l'ICANN du gouvernement américain et la gestion des ressources internet par cette organisation ont constitué les causes de l'émergence des polémiques et négociations internationales pré et post-SMSI sur la gouvernance de l'internet<sup>18</sup>. Dans la pratique, la liste est le réceptacle d'échanges sur tout sujet concernant la gouvernance de l'internet en Afrique, des processus de l'ICANN à ceux du Forum sur la Gouvernance de l'Internet. Quelques fois, on y fait aussi des contributions touchant plus généralement aux usages des TIC pour le développement.

### **2.1. Analyse générale des débats**

La page d'information et d'accès aux archives de la liste AfrICANN est à l'adresse <https://lists.afriNIC.net/mailman/listinfo.cgi/africann>. Trois grandes questions de recherche ont structuré notre investigation ici :

---

<sup>18</sup> Internet Governance Project, 2005, *Political Oversight of ICANN: A Briefing for the WSIS Summit* : <http://www.internetgovernance.org/pdf/political-oversight.pdf>

- Quelle est la dynamique de la liste, le profil des abonnés ?
- De quoi traitent les contributions qui y sont diffusées ? Y traite-t-on du Forum sur la Gouvernance de l'Internet?
- Plus particulièrement, que dit-on du FGI et quelle contribution à ce processus peut-on identifier?

### **2.1.1. Dynamique de la liste**

Le nombre total de messages diffusés a été déterminé par l'addition du nombre de messages par mois, tel qu'il est affiché sur la page des archives des mois concernés. Ainsi, de novembre 2008 à avril 2009, 60 intervenants ont fait des contributions sur la liste AfrICANN, avec au total, 343 messages diffusés. Mais pour notre analyse, nous avons tenu compte de 341 messages car deux messages diffusés sont des duplications d'un même message.

On obtient une moyenne de 56,83 messages par mois, sur la période qui nous concerne, soit **près de deux messages par jour**. On peut donc estimer qu'il s'agit d'une liste relativement dynamique où les contributions sont régulières.

Comme on le constate aussi dans le graphique illustrant la dynamique de la liste (voir ci-dessous), le nombre de message diffusé par jour a augmenté entre janvier et avril 2009 (de 35 à 99 messages), illustrant sans doute un intérêt croissant des abonnés ou des acteurs des TIC pour les échanges sur la liste. Il est apparu que cette augmentation de trafic n'est pas liée à un accroissement des échanges sur le FGI, comme on peut le voir dans les sections suivantes. Dès lors nous ne nous attardons pas ici sur l'explication de cette croissance.

### **2.1.2. Aperçu du profil des contributeurs**

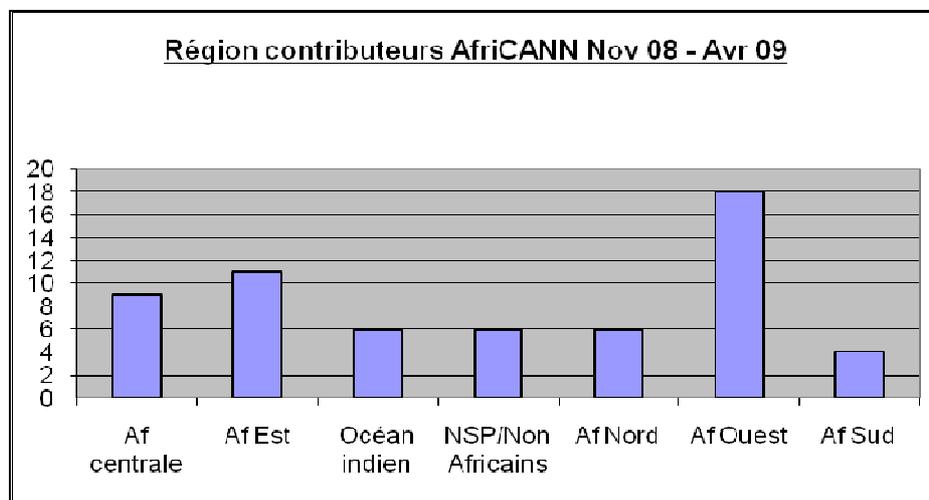
A partir des contributions envoyées et d'investigations diverses (voir la section portant sur la méthodologie), on peut estimer que les abonnés de la liste sont essentiellement africains (environ 90%), quelques abonnés non africains ayant été identifiés.

Les contributeurs sont pour la plupart des acteurs d'institutions publiques, privées ou associatives, impliquées dans la fourniture ou gouvernance des services internet dans leur pays ou au niveau régional. Il s'agit notamment de membres des institutions suivantes, à titre d'exemple :

- AFRINIC : registre africain de l'internet, autorité continentale
- AFTLD : Africa Top Level Domains Organization (organisation africaine des domaines de premier niveau)
- Fournisseurs d'accès internet
- Chapitres nationaux Internet Society
- Organisations de la société civile œuvrant pour la promotion de l'internet
- Etc.

Mais il s'agit également d'individus moins experts, de divers profils (journalistes, membre d'associations, etc.) ayant bénéficié de bourses pour participer à une réunion de l'ICANN ou s'intéressant de manière générale à la gouvernance des TIC.

L'ensemble des régions africaines est présent sur la liste. Les plus grands contributeurs, pour la période analysée, viennent par ordre de l'Afrique de l'Ouest, puis de l'Afrique de l'Est. Nous avons considéré l'Océan indien (Madagascar, Ile Maurice, Comores) comme entité géographique à part entière pour simplifier notre classification.



Voir la liste des contributeurs identifiés en annexe.

### **2.1.3. Objet des discussions de la place et place du FGI**

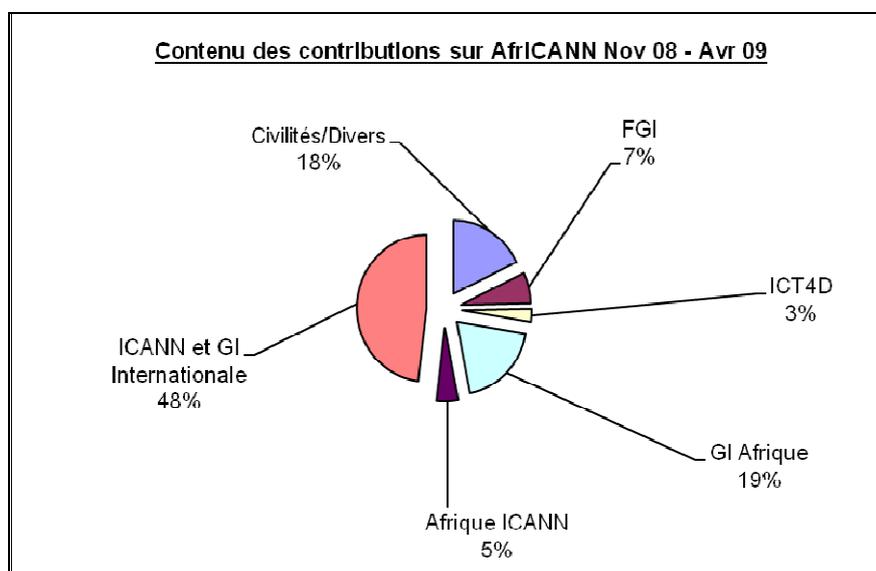
Les deux plus grands contributrices de la liste sont Anne-Rachel Inné et Glen de Saint Géry, avec plus de 41% des contributions à elles deux, et 30,49% de l'ensemble des messages uniquement pour la première citée (104 messages sur 341). Ces statistiques illustrent à la fois l'objet et la fonction essentiels de la liste. En effet, Anne Rachel Inné est Responsable des relations avec l'Afrique à l'ICANN (Regional Liaison for Africa) et Glen de Saint Géry Secrétaire du GNSO (Generic Names Supporting Organization), une structure de l'ICANN. Elles diffusent régulièrement des informations clés sur les activités de l'ICANN, du GNSO, en particulier lorsqu'ils ont un intérêt pour l'Afrique ou lorsqu'ils informent sur des processus clés en cours. Elles retransmettent ainsi souvent des appels à contributions de l'ICANN, afin d'encourager la participation africaine à ces processus. Mais en dehors des messages liés à l'ICANN, des nouvelles générales sur les TIC sont quelquefois diffusées. Les contributions des autres abonnés sont de très loin moins nombreuses, et varient entre 1 et 14 pour la période.

Nous avons essayé de catégoriser les contenus de la liste, en classant les messages diffusés en cinq catégories principales :

<b>Catégorie</b>	<b>Description</b>
Civilités/Divers	Remerciements, condoléances, problèmes techniques, etc.
FGI	Messages d'information générale sur le FGI ou sur la participation africaine au FGI
ICT4D	Messages traitant des TIC pour le développement
ICANN Afrique	Questions liées à la participation de l'Afrique dans les réunions

	de l'ICANN ou dans des institutions associées (ALAC, ISOC, etc.)
ICANN et GI Internationale	Information générale sur les activités de l'ICANN, du GNSO, ou sur la gouvernance de l'internet dans le monde
GI Afrique	Messages traitant de la gouvernance de l'internet aux niveaux régional ou national ; certains messages ont informé sur les réunions organisées par l'AfriNIC ou l'AFTLD, alors que d'autres ont traité de la gestion du nom de domaine géographique de l'Ile Maurice ou de la gouvernance de l'internet en Tunisie, pour ne citer que ces exemples.

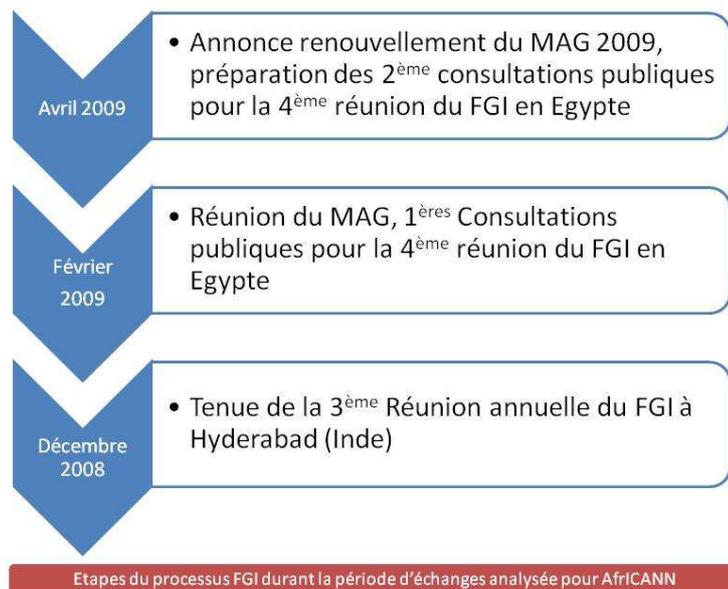
**Catégorisation des messages envoyés sur la liste AfrICANN**



Comme on peut le constater, le FGI, en tant que processus, n'est traité que de façon marginale sur la liste (7% des contributions). Il est intéressant de noter que, parallèlement, 5% des contributions traitent de l'Afrique et de son rôle dans l'ICANN. Nous revenons sur ce dernier aspect dans la section 2.2.4.

## **2.2. Analyse des contributions liées au FGI**

Ainsi que l'illustre les paragraphes précédents, 7% des messages (23 messages sur 341) envoyés durant les six mois de contribution analysés traitaient du FGI. Environ la moitié de ces messages étaient relatif au processus au niveau international et l'autre moitié aux activités du Forum en Afrique (FGI en Afrique de l'Ouest, au Nigeria, en Afrique de l'Est et au Kenya essentiellement). Or pendant la période, différentes étapes du processus du FGI avaient eu lieu au niveau international et elles auraient pu davantage mobiliser les membres de la liste.



### Analyse des contributions

L'analyse des 23 messages indique qu'il s'agit essentiellement d'annonces d'événements internationaux, régionaux ou nationaux (atelier sur le FGI en Afrique de l'Ouest<sup>19</sup>, au Kenya<sup>20</sup>, informations sur les 3<sup>èmes</sup> et 4<sup>èmes</sup> réunions du FGI en Inde et en Egypte, etc.), d'accusés de réception suite à leur annonce. Ces messages ont été envoyés par 12 personnes présentant les profils suivants : membre du comité conseil du FGI (MAG), membre du Board de l'ICANN, membres d'associations travaillant sur la gouvernance des TIC ayant déjà envoyé des contributions sur le FGI, journaliste couvrant les activités liés aux TIC notamment à travers un blog. Il n'y a presque jamais eu d'échanges réels après leur diffusion. Les seules contributions substantives ayant traité du FGI, en dehors des annonces, sont venues d'abonnés relevant le peu d'intérêt du processus en l'Afrique. Les commentaires suivants mettent en lumière les actions remarquables de l'Egypte dans ce processus, à l'opposé de la plupart des pays:

*"I'm mindful that in September 2006 it was the Egyptian government that organised a very interesting IGF Africa preparatory meeting in Media City, Cairo. (we participated and had a great opportunity to try & define what we wanted out of the IGF. I'm glad to see again that the Egyptian government is again trying to stimulate & define clearly the meaning and purpose of the IGF....I have noted over the last few years that Egyptian government has done really well to play a leading role in championing Africa ICT agenda in different fora, mainly in ICANN, IGF and ITU. In a context (i.e. Africa) where it seems not many governments are willing to participate meaningfully both in global dialogue and in global ICT policy development, it is pleasing to note the enthusiasm, drive and commitment shown by the Egyptian government."* VM, décembre 2008<sup>21</sup>

*"Egyptians are really doing good. I hope that their enthusiasm and actions will push all African's country do their best for playing real role in the development of all aspect of Internet."* AT, décembre 2008

<sup>19</sup> Journée sur l'Afrique de l'Ouest et le FGI organisée par l'Institut Panos Afrique de l'Ouest, le 15 mars 2009, dans le cadre de l'atelier « Cadres juridiques et politiques de la société de l'information en Afrique de l'Ouest » - voir <http://blogs.haayo.org/westafict/> pour plus de détails.

<sup>20</sup> East Africa Internet Governance Fora: <http://www.eaigf.or.ke/>

<sup>21</sup> Seules les initiales des noms des contributeurs sont insérées dans le texte ici, leur identité complète se trouvant en annexe.

Les titres des messages principaux traitant du FGI sont listés dans l'encadré suivant:

<b>Titre des messages traitant du FGI</b>
An invitation to an online event ongoing meeting on Internet governance
[COMMUNIQUE] Preparatory Meeting on the Internet Governance – Nigeria's Position
West Africa and IGF
Kenya: 2nd National Internet Governance eDiscussions:-Mon 27th April to Fri 8th May 2009
ALAC Workshop at IGF
FGI/IGF Inde - Remote participation - à distance
IGF - Consultations - Geneve - Remote participation - participation à distance
IGF/FGI---MAG meeting report - 15 April 2009
Invitation to IGF Cairo
FGI/IGF : derniers délais/deadlines - Egypt 2009

Il peut être relevé, à juste titre sans doute, qu'AfrICANN n'a pas la vocation d'héberger des débats sur le FGI. Mais les rares listes panafricaines dédiées à ce sujet sont très peu actives et ne reçoivent pratiquement pas de contributions. Il peut être également relevé, à juste titre aussi, que l'inexistence de débats ou de contributions substantives sur le FGI sur la liste, ne peut illustrer un manque d'intérêt pour le processus. Ainsi, au travers des quelques messages diffusés et qui abordent le FGI, on note qu'un certain nombre d'acteurs africains s'activent bien pour que le continent y participe et contribue (actions du gouvernement égyptien cité dans certaines contributions, activités préparatoires organisées en Afrique de l'Ouest, en Afrique de l'Est, activités organisées par l'Union Africaine des Télécommunications et l'AfriNIC, etc.).

### **2.3. Autres sujets des contributions**

Même si le FGI en tant que processus n'est donc pas souvent traité sur la liste, d'autres contributions envoyées traitent de l'Afrique et de son rôle dans l'ICANN ou dans la gouvernance de l'internet en général. Ces contributions sont examinées ci-dessous.

#### **2.3.1 L'Afrique et l'ICANN**

L'analyse effectuée a illustré que 5% des contributions (17 messages) traitent spécifiquement de l'Afrique au sein de l'ICANN et dans la gouvernance des TIC). Les titres des messages principaux traitant de ce sujet sont présentés dans le tableau qui suit :

<b>Titres des principaux messages traitant de l'Afrique et/dans l'ICANN</b>
Mexico City '09
At-Large Summit: AFRALO
New Africa Internet group pushes regional issues at ICANN
Reminder on public comments sought at ICANN
Food for thought : ICANN should be reformed before 'privatization'
SSAC Review: Public Comment Period to the Independent Reviewers' Draft Report

En général, ces contributions questionnent ou renseignent sur la contribution et la participation physique de l'Afrique aux processus de l'ICANN, ou traitent de l'organisation de réunions parallèles inter-africaines lors des réunions ICANN. Le peu de contributions écrites envoyées dans les processus de cette institution (lors des appels à commentaires), les difficultés liées à la participation physique de l'Afrique, ainsi que les possibilités de prise en charge sont en particulier souvent discutés<sup>22</sup>.

### **2.3.2 La gouvernance de l'internet en Afrique**

Comme illustré plus haut, en dehors des informations internationales sur la gouvernance de l'internet, les contributions traitant de la gouvernance de l'Internet en Afrique arrivent en seconde position avec 66 messages (19%). Si nombre de ces messages concernent l'annonce des réunions de l'AfriNIC, de l'AfTLD, d'autres ont traité de questions comme la récupération du nom de domaine *.mu* par l'île Maurice, de l'impact du ver Conficker sur la gestion des noms de domaine en Afrique, etc.

### **2.3.3 « Civilités/Divers »**

Les messages de la catégorie « Civilités/Divers », sont parfois de simples remerciements (sans contribution substantielle), suite à l'envoi de messages relevant de n'importe quelle catégorie. Il s'agit également de messages traitant d'incidents techniques sur la liste, transmettant des vœux, des félicitations, etc. Ces contributions de socialisation sont importantes pour une bonne dynamique des listes et une cordiale collaboration entre ses membres, mais parfois certaines peuvent être superflues.

En conclusion, les 7% de contributions sur le FGI sur AfrICANN illustrent un certain intérêt certes à ce processus international, mais il est minimal dans un espace regroupant les acteurs clés de la gouvernance des TIC en Afrique. Toutefois, comme l'illustrent les autres sujets de contribution, la gouvernance de l'internet en tant que problématique est une forte préoccupation lorsqu'elle concerne spécifiquement sa consolidation en Afrique. La participation africaine à la gouvernance internationale des TIC suscite un intérêt un peu plus grand, même si elle ne déclenche pas souvent des débats réguliers, puisque si l'on additionne les

---

<sup>22</sup> Une action collective de la liste AfrICANN mérite d'être soulignée. En juin 2009, ses abonnés ont répondu à l'appel à contributions du gouvernement américain sur le futur des relations de ce dernier avec l'ICANN. Un contrat (Joint Projet Agreement : JPA) liait en effet l'ICANN au Département du Commerce américain, confiant au premier l'organisation de la gestion des noms et adresses internet au niveau mondial, avec de forts liens de subordination. Il était question de savoir si ce contrat devrait être renouvelé à son terme au 30 septembre 2009 ou si l'ICANN devrait être « privatisée » dans son mode de gestion et ne plus dépendre du gouvernement américain. Presque fortuitement, un petit débat de quelques jours a eu lieu sur la liste et a conduit à l'adoption d'une déclaration transmise à la cellule américaine gérant la relation avec l'ICANN (le NTIA : National Telecommunications and Information Administration). La contribution des abonnés de la liste AfrICANN a appelé à la fin du JPA, à une amélioration et à une meilleure internationalisation du travail de l'ICANN. Ces types d'actions devraient être poursuivies et renforcées. Elles favorisent vraiment le positionnement des enjeux africains dans le débat international sur la gouvernance des TIC, au-delà et en complément à la présence physique et aux discours lors des rencontres physiques. Elles permettent également à la liste de ne pas simplement servir de lieu d'information, mais également de prise de position, de débat, dans un contexte où peu d'organisations africaines de la gouvernance des TIC répondent à ces appels à contributions. Durant le SMSI et le FGI, la société civile africaine, en particulier celle regroupée autour d'ACSIS, a également produit différents types de contributions.

contributions portant la participation africaine à l'ICANN et au FGI, cette problématique n'a été directement traitée que sur 12% des échanges.

### **3. CONTRIBUTIONS AFRICAINES SUR LA LISTE « GOUVERNANCE »**

Ainsi que spécifié dans la méthodologie de cette étude, la liste « Governance » du Caucus de la Société civile internationale sur la gouvernance de l'internet, a été mise en place dans le cadre des discussions sur ce sujet au SMSI en 2003. Elle est dotée d'un site web <http://www.igcaucus.org/><sup>23</sup> sur lequel on peut lire :

*« The mission of the Internet Governance Caucus (IGC) is to provide a forum for discussion, advocacy, action, and for representation of civil society contributions in Internet governance processes. The caucus intends to provide an open and effective forum for civil society to share opinion, policy options and expertise on Internet governance issues, and to provide a mechanism for coordination of advocacy to enhance the utilization and influence of Civil Society (CS) and the IGC in relevant policy processes*

L'CGI (Caucus Gouvernance de l'Internet) regroupe d'abord des acteurs de la société civile<sup>24</sup> agissant en leur capacité personnelle, mais également des membres d'autres secteurs comme le gouvernement et le secteur privé qui acceptent de contribuer en vue de favoriser une bonne contribution et compréhension des enjeux de la société civile dans le cadre des processus de la gouvernance de l'internet. Ses membres viennent de tous les continents ; dans le cadre de ses contributions et structures de fonctionnement (Coordinateurs, Comité des Recours, propositions de candidats au MAG du FGI, NomCom (comité de nomination des candidats aux différents processus), etc.), elle tient compte de la représentativité géographique mondiale. En avril 2009, environ 400 adresses étaient abonnées à la liste<sup>25</sup>.

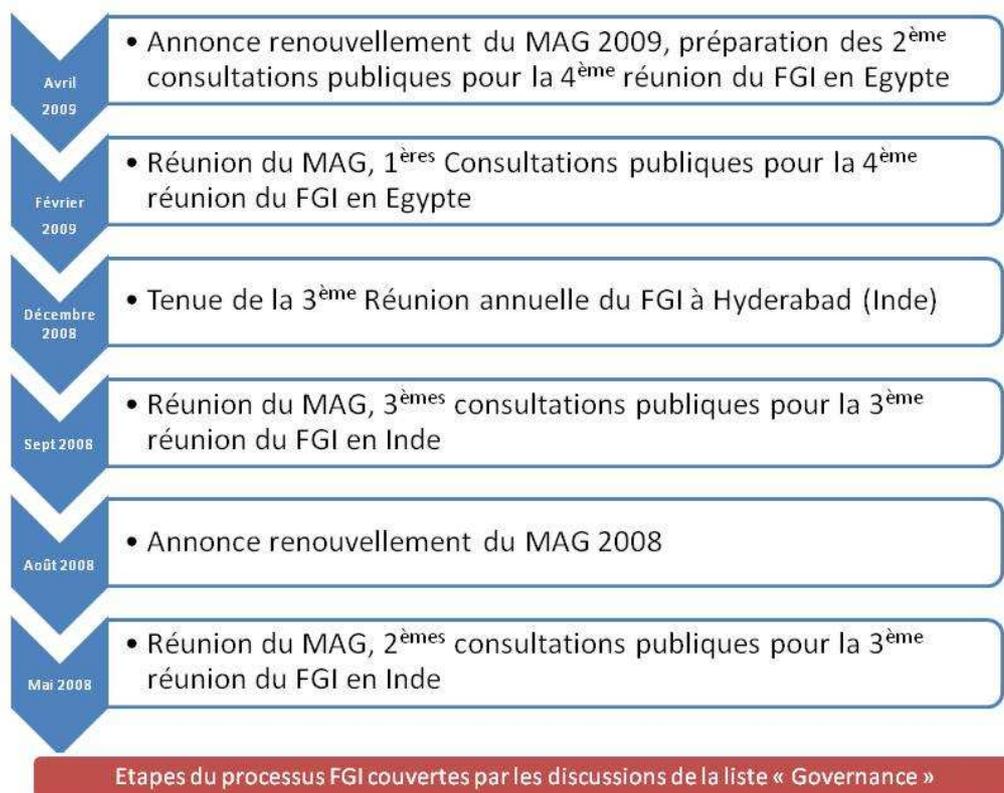
Les différentes étapes du processus du Forum sur la Gouvernance de l'Internet, mises en œuvre pendant la période d'analyse de la liste sont présentées dans le graphique suivant.

---

<sup>23</sup> D'autres informations sur les débuts du CGI, en particulier dans le cadre des travaux du Groupe de Travail sur la Gouvernance de l'Internet (GTGI), peuvent être obtenues sur son ancien site <http://www.net-gov.org/>

<sup>24</sup> Il s'agit notamment de membres d'organisations influentes ou de projets tels que IT for Change (Bangladesh), ICANN, Association for Progressive Communications (APC), Internet Society, Internet Governance Project (Syracuse University School of Information Studies, USA), Vox Internet (France), CSDPTT (Coopération, Solidarité et Développement des PTT, France), Eurolinc, Centre for Community Informatics Research (Canada), Electronic Privacy Information Center (EPIC, USA), Electronic Frontier Fondation (EFF), Laboratoire d'Informatique de Paris 6 (France), Koweit Information Technology Society, Conférence des Organisations Non Gouvernementales ayant le statut consultatif avec les Nations Unies (CONGO), Graduate Institute of International and Development Studies (Suisse), Bangladesh Institute of ICT in Development (BIID), ACSIS (African Civil Society on the Information Society), etc.

<sup>25</sup> 415 adresses abonnées à la date du 03 août 2009.



### **3.1. Analyse générale des débats**

La page d'information et d'accès aux archives de la liste « Governance » est à l'adresse suivante : <http://lists.cpsr.org/lists/info/governance>. Les questions de recherche ayant structuré notre investigation sont les suivantes :

- Quelle est la dynamique de la liste sur les douze mois de son examen?
- Qui sont ses abonnés africains et quels sont leurs profils ?
- Comment ses abonnés africains y contribuent-ils ? (que disent-ils, en particulier à propos du FGI ? quelle est la dynamique de leurs contributions, en particulier par rapport aux contributions des autres abonnés?).

#### ***3.1.1. Dynamique de la liste et des contributions africaines***

Entre mai 2008 et avril 2009, 3551 messages ont été diffusés, soit une moyenne de 295,91 messages par mois, et environ 10 messages (9,86) par jour. Il s'agit donc d'une liste très dynamique. Dans la même période, 204 messages de contributeurs africains ont été identifiés, soit une moyenne de 17 messages par mois, à peu près un message tous les deux jours. Ainsi, 5,43% des contributions de la liste pendant ces douze mois proviennent d'abonnés africains et un message sur 17,40 est « africain »<sup>26</sup>.

Or, à partir de l'examen attentif de la liste des abonnés, nous avons pu identifier de manière certaine 35 abonnés africains en éliminant autant que nous le pouvions les

<sup>26</sup> Bien évidemment, les contributions portant sur l'Afrique ne sont pas seulement le fait d'Africains. Nous nous enfermons dans les limites du profil géographique des contributeurs tels que définis ici compte tenu des objectifs de la recherche.

abonnés ayant plus d'une adresse. La liste ayant 400 abonnés en fin avril 2009, on peut donc estimer qu'environ 10% des abonnés sont africains. En conséquence, si l'on prévoit une représentativité proportionnelle, on aurait pu penser que 10% des contributions proviendraient d'Africains, au lieu des 5,43% actuels.

On peut ainsi conclure que l'Afrique ne contribue pas sur la liste proportionnellement au nombre de ses abonnés. Elle y contribue donc moins que d'autres continents.

Mais l'appréciation de l'efficacité ou de l'adéquation, en nombre ou en substance, de la participation africaine est beaucoup plus complexe. Il convient de rappeler qu'il ne suffit pas d'avoir des contributions numériquement proportionnelle à la taille des abonnés africains de la liste (ou même à la taille de la population africaine) pour affirmer que le continent contribue efficacement.

Notons que, la faible participation intellectuelle dans les échanges en ligne, peut s'expliquer par des facteurs tels que :

- (i) le niveau de scolarisation et d'éducation des abonnés potentiels;
- (ii) la disponibilité d'un accès adéquat à l'internet;
- (iii) le nombre d'abonnés ayant une connaissance suffisante du sujet discuté pour prendre part aux échanges ;
- (iv) la volonté légitime de certains contributeurs potentiels de ne pas prendre part aux échanges, compte tenu de leur personnalité ou pour d'autres raisons personnelles (faible intérêt pour le sujet, réserve professionnelle, etc.),
- (v) l'incapacité linguistique de certains abonnés à s'exprimer adéquatement dans la langue utilisée sur la liste (il s'agit ici de l'anglais) ;
- (vi) etc.

La participation africaine est inhibée par ces facteurs, en particulier, la faiblesse des taux de scolarisation, du taux d'accès à l'internet<sup>27</sup> y compris l'inconfort de l'accès (délestages énergétiques quotidiens dans beaucoup de pays, débits encore très bas, etc.), et la faible connaissance de langue anglaise largement utilisée dans les échanges, notamment pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre dont la plupart des pays sont francophones. C'est également le lieu de rappeler les observations suivantes de Michel Elie cité plus haut :

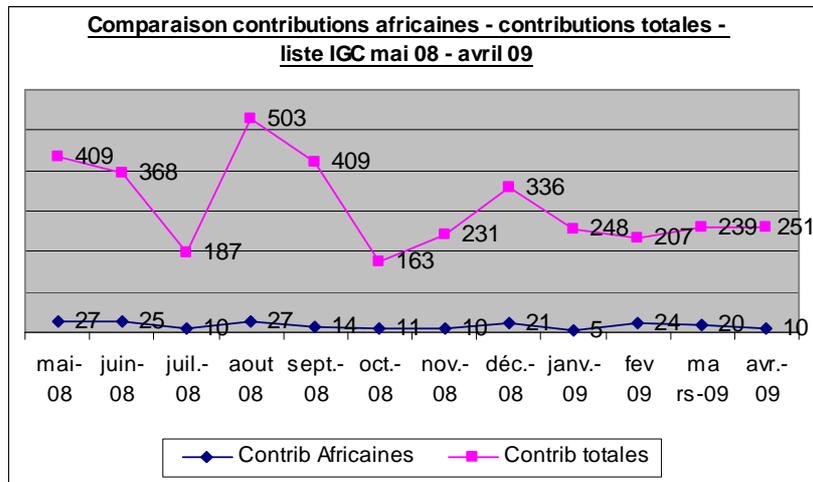
*« Si le dispositif de net-forum gomme les différences entre participants, limitant ainsi les préjugés, il ne les supprime pas. L'équité du dispositif (...) n'est qu'apparente. Il y a une inégalité matérielle des participants liée à l'équipement et aux moyens d'accès dont ils disposent, ainsi qu'aux conditions économiques relatives de cet accès (...). Il y a aussi une inégalité culturelle liée à la facilité d'expression écrite dans la langue de discussion. La nouveauté du dispositif et la méconnaissance de ses subtilités d'usage peut aussi entraîner chez l'utilisateur des réactions de défiance difficilement appréciables. Ceci est particulièrement manifeste dans les forums internationaux en particulier lorsque les participants se rattachent des identités culturelles différentes. C'est souvent le cas pour des net-forums ouverts entre participants de pays du Nord et du Sud ».*

L'analyse des messages sur la liste CGI illustre également (voir graphe ci-dessous), si l'on compare les contributions africaines et totales, que les périodes de croissance et de décroissance des contributions sont identiques, excepté sur quatre périodes

---

<sup>27</sup> Autour de 6% en 2009 selon <http://www.internetworldstats.com>, contre près de 25% au niveau mondial et plus de 60% dans l'Union Européenne.

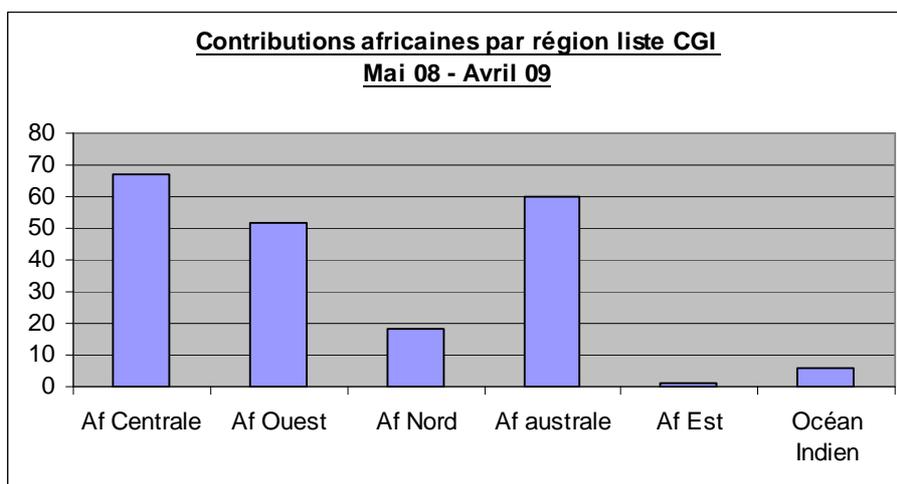
mensuelles. Cette différence ne semble pas due au FGI donc nous ne nous attardons pas ici sur son explication.



### 3.1.2. Analyse détaillée des contributions africaines

Nous ne traitons pas ici des contributions des abonnés non africains abordant régulièrement ou ponctuellement des problématiques du continent.

Vingt et un contributeurs africains ont été identifiés sur les douze mois d'échange étudiés. L'Afrique centrale et l'Afrique australe, suivies de l'Afrique de l'Ouest, sont les deux régions les plus présentes par leurs contributions. Mais l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique Australe sont les deux premières régions ayant le plus d'abonnés contributeurs pendant la période, ainsi que l'illustrent les deux graphiques ci-dessous ; seules deux personnes étaient à l'origine des messages de l'Afrique centrale.



Région	Nombre de contributeurs dans la période étudiée
Afrique de l'Ouest	9
Afrique Australe	5
Afrique du Nord	3
Afrique centrale	2
Afrique de l'Est	1
Océan Indien	1

Les contributeurs sont surtout des membres d'institutions nationales, panafricaines ou internationales impliqués ou directement interpellés par le processus, telles que l'Association for Progressive Communication (APC), le réseau African Civil Society on the Information Society (ACSIS<sup>28</sup>), Internet Society (ISOC). La quasi-absence de chercheurs et d'universitaires africains contribuant à la liste est remarquable. Pour les autres continents (Asie, Amériques, Europe en particulier), la présence de chercheurs rehausse la qualité des contributions<sup>29</sup>. Voir la liste des contributeurs africains identifiés pour la période en annexe.

Dans un premier temps, les sujets traités ont été classifiés en quatre catégories générales présentées dans le tableau ci-dessous.

Catégorie	Description
Processus du FGI	Messages traitant du processus officiel du FGI et de la participation (physique ou intellectuelle) du Caucus ou de la société civile aux activités organisées : nomination des représentants du MAG, déclarations, discussions sur les programmes des rencontres, sur les thèmes discutés, etc.
Questions liées au Caucus	Questions concernant les procédures internes au Caucus (dans le cadre par exemple de la proposition de candidats aux MAG, des élections des coordinateurs, du profil des membres du Caucus, etc.) ; questions concernant les problèmes de gestion de la liste.
Enjeux de la GI (ou des TICpD)	Information générale ou discussion portant sur des thèmes liés à la gouvernance de l'internet (sur l'ICANN, la liberté d'expression sur l'internet, etc.), en dehors d'une contribution formelle du Caucus au processus officiel du FGI, essentiellement pour documenter les échanges de la liste. Quelques rares fois des informations sont diffusées sur des thèmes plutôt liés aux TIC pour le développement (TICpD) : coûts de l'internet, réunions, etc.
Civilités	Message ne contenant qu'une note de remerciement, d'encouragement ou de félicitations (pour le travail réalisé par un membre, ou une information envoyée, lors d'une promotion par exemple, etc.), sans aucun élément d'information ou

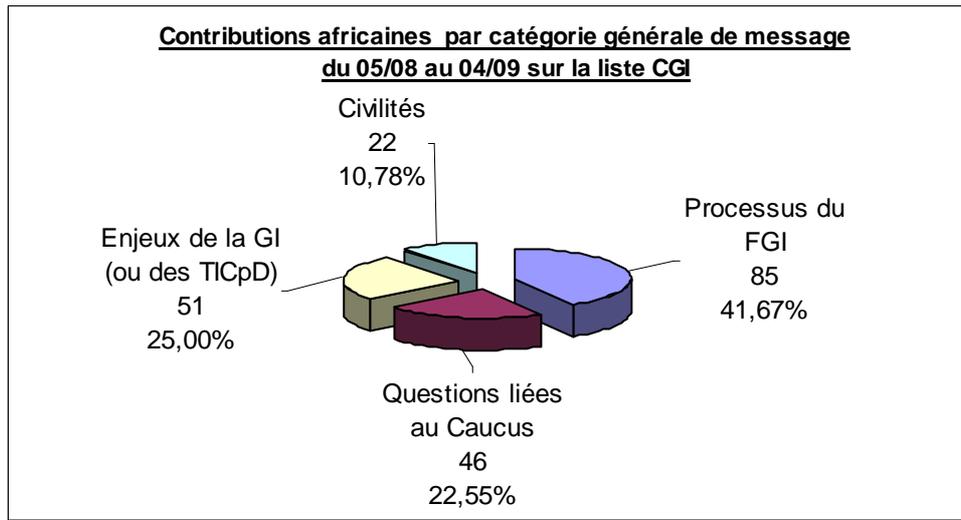
<sup>28</sup> [www.acsis-africa.org](http://www.acsis-africa.org)

<sup>29</sup>On a aussi constaté l'absence des institutions régionales africaines telles que la CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) et l'Union Africaine dans les débats du FGI, contrairement aux discussions sur le SMSI.

d'argumentation concernant les débats en cours sur la liste.

### **Catégorisation générale des contributions de la liste IGC (mai 08 – avril 09)**

Cette catégorisation est transposable à l'ensemble des messages échangés sur la liste pendant la période analysée. Ainsi qu'il apparaît ci-dessous, le résultat illustre que les abonnés africains contribuent à la vie de la liste dans ses différents moments.



Il peut être observé que 85 messages africains ont traité du FGI sur 204 messages au total (soit 41,67%). Cette bonne place du FGI dans l'expression africaine sur la liste n'est pas étonnante de son objet.

Une analyse plus fine des contributions, indique que 31% des messages sont des interventions argumentées sur une question, 22% sont des opinions brèves sur tel ou tel sujet, 17% sont des informations diverses à destinations de la liste (annonce d'une conférence, article sur un sujet liés à la gouvernance de l'internet, information sur le processus du FGI en Afrique ou au niveau international, etc.), 17% sont des expressions de vote ou de soutien à une déclaration du caucus, 10% concernent les civilités et seulement 3% concernent des formulations d'idée, de propositions.

Même si on peut estimer que cette dernière proportion est relativement faible, ces statistiques illustrent une contribution intellectuelle relativement importante et une participation concrète de la communauté africaine.

L'impact des contributions africaines reste à être analysé et assuré toutefois. Nous nous référons ici à l'impact en termes d'« Empreinte » (« Footprint ») dans les prises de décisions internationales, tel que développé par Clement Dzidonu et Nii Quaynor<sup>30</sup>. Mais cet impact sera difficile à évaluer, car il dépend, non seulement du nombre et du contenu des contributions, mais également des inégalités et pesanteurs conscientes ou inconscientes siégeant dans les relations Nord-Sud.

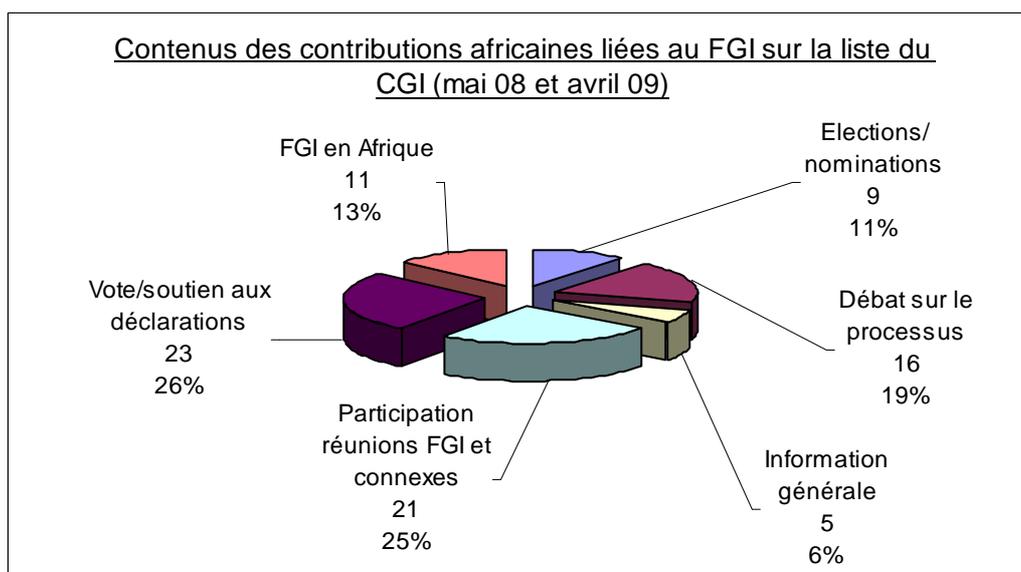
<sup>30</sup> Clement Dzidonu et Nii Quaynor, "Broadening and Enhancing the Capacity of Developing Countries to Effectively Participate in the Global ICT Policy Fora and the ICT for Development (ICTfDev) Process", Marikle Foundation, 2002.

### **Contenu des contributions traitant du FGI**

Intéressons-nous maintenant aux contenus des interventions traitant du Forum sur la Gouvernance de l'Internet. On peut les répertorier en cinq catégories décrites dans le tableau suivant.

<b>Catégorie</b>	<b>Description (contenu)</b>
Elections/nominations	Message dans le cadre de la désignation des candidats du Caucus au MAG du FGI, à l'annonce du renouvellement des membres du MAG en 2008 et 2009, ou lié aux élections des coordonnateurs du Caucus qui ont eu lieu dans la période
Information générale	Message d'information générale sur le déroulement du FGI, notamment sur les résultats de réunions, (consultations publiques pour la réunion du FGI en Inde et en Egypte, etc.)
Débat sur le processus	Commentaires sur les contributions du Caucus soumis au Secrétariat du FGI, sur les thématiques ou l'organisation de la réunion annuelle, etc.
Participation réunions FGI et connexes	Echanges sur la participation aux réunions du FGI ou aux réunions organisées par les parties prenantes sur le sujet (souhait de participation, difficultés de participation des pays en développement, problème de bourses et visa, participation à distance, nomination d'acteurs africains comme intervenants, etc.).
FGI en Afrique	Informations sur les activités sur le FGI ayant lieu en Afrique
Vote/soutien aux déclarations	Expression de vote (OUI ou NON) ou de soutien aux déclarations soumises par le Caucus au FGI.
<b>Catégorisation des contributions africaines liées au FGI sur la liste du CGI (mai 08 et avril 09)</b>	

Les quatre vingt-cinq contributions traitant du FGI se répartissent comme suit :



A l'examen, il apparaît que l'Afrique s'est exprimée dans la période majoritairement pour voter lors des sessions publiques d'adoption des déclarations (26%) et pour contribuer aux échanges portant sur la participation aux réunions liées au FGI (25%).

Un essai d'explication du premier résultat suggère que les abonnés africains de la liste sont assez soucieux d'exprimer politiquement leur point de vue dans ces débats internationaux, afin que la voix du continent puisse être entendue. Ceci relèverait d'une volonté résolument militante, ayant comme levier les observations ou critiques sur l'absence du continent ou l'ignorance de ses points de vue dans les espaces internationaux<sup>31</sup>. En général, les votes sont toujours précédés de débats, et certains abonnés du continent y participent, en proposant parfois de nouvelles idées, des reformulations, comme le montre les exemples suivants<sup>32</sup> :

*"XXX's comments are relevant but I still vote yes, the text changed or not"*  
(BS, Afrique de l'Ouest, août 2008);

*"I vote YES with a quick rework of the paragraph (...) referred to."* (BS, Afrique de l'Ouest, février 2009);

Mais tel qu'indiqué plus haut, le continent ne s'exprime pas à proportion du nombre de ses abonnés.

On peut également observer que, même si elle souligne un engagement public pouvant donc être compromettant dans certains cas, l'expression direct d'un vote sur une liste peut se faire machinalement ou comporter peu de risques politiques si l'on suit la majorité...Ceci pourrait aussi expliquer l'importance numérique de ce résultat.

La forte expressivité africaine au sujet des participations aux rencontres FGI et aux rencontres connexes peut s'expliquer par le souhait des Africains de prendre davantage part à ces activités, en particulier afin de mieux faire entendre la voix du

<sup>31</sup> Voir rapport « Louder Voices », cité supra.

<sup>32</sup> Les initiales désignent l'identité de l'auteur du message et la mention géographique, sa région – les noms de certains abonnés auxquels les contributions font référence sont remplacés par les signes XXX.

continent ou d'avoir accès aux conclusions des échanges. Il est de notoriété que les acteurs du continent font face en général à de sérieuses difficultés dans ce cadre (financement des voyages, visa, etc.). Dès lors, certaines contributions ont traité de la nécessité d'assurer des bourses ou de faciliter l'obtention des visas aux pays en développement. Ainsi, à titre de contribution sur une déclaration en cours d'élaboration, un abonné africain écrit :

*"...this statement should include a clear concern about the participation of DC [Developing countries] in IGF. I propose to modify the last paragraph in this way...". (TBJ, Afrique du Nord, février 2009);*

D'autres interventions ont informé ou fait le plaidoyer sur les dispositifs de participation à distance à la rencontre indienne et aux consultations publiques ayant lieu à Genève. Enfin, d'autres abonnés encore ont juste exprimé leur volonté de participer à une rencontre spécifique, ou ont fait la demande de rapports de rencontres organisées.

Il convient de préciser que l'Afrique n'est pas toujours l'objet de ces messages ; parfois il est question des pays en développement plus généralement, et plusieurs contributions ont abordé la participation à distance sur un plan théorique ou dans son organisation générale au FGI. Ainsi un abonné du continent membre du Comité Conseil du FGI a activement participé à un échange sur des difficultés de fonctionnement auxquelles la Coalition<sup>33</sup> « Online Collaboration Dynamic Coalition (CDDC) » (mise en place par des acteurs non africains) a fait face un certain temps.

En dehors de la réunion organisée par le réseau kenyan Kictanet en Afrique de l'Est et par l'Institut Panos Afrique de l'Ouest en Afrique de l'Ouest, deux autres rencontres (l'une panafricaine et l'autre en Afrique centrale) ont été annoncées ou discutées sur la liste.

L'Afrique a également contribué à l'information générale des abonnés de la liste sur le FGI. Ainsi des messages ont été diffusés, à titre d'exemples, sur le planning de l'évaluation du FGI, les transcrits des consultations publiques organisées à Genève, les résultats d'une réunion du MAG, etc.

Soulignons que les 19% de messages relevant de la catégorie « Débat sur le processus » du FGI illustrent que les abonnés africains participent à l'élaboration des contributions à soumettre au FGI par le Caucus, s'expriment sur les thèmes des rencontres FGI et sur leur organisation. Les extraits suivants illustrent cette affirmation :

*"Indeed, my suggestion of the right of a multilingual Internet is purely reflecting the concern of a minority of Internet users who are not able to benefit fully of what Internet can offer. The reason lies behind the fact that there is a clear lack of reliable online content in languages like Arabic. The UNESCO is working on many projects to promote this concept and other*

---

<sup>33</sup> Les Coalitions Dynamiques sont des groupes de travail thématiques mis en place par les acteurs qui le souhaitent dans le cadre du FGI, afin d'approfondir les discussions sur une problématique donnée ou favoriser la mise en place d'actions concrètes. La participation africaine aux coalitions dynamiques semble encore faible.

*organizations who are obviously concerned. The reason why I think a multilingual Internet might be included as right (if we all agree) is to engage as many parties or stakeholders in making this concept a reality. (BH, Afrique du Nord, septembre 2008);*

*"In my modest experience and to be in Africa reality, I think three themes above can be maintained in topics: \* Reaching the next billion; \* Promoting cyber-security and trust; \* Managing critical Internet resources" (BS, Afrique centrale, décembre 08);*

*"XXX's proposals are exhaustive. And I'll add that we include a "Quote of the Day" in which the forum administrators highlight a landmark statement made by a participant of the Forum during a day. This alone can incite more visits to the site as well." (NAA, Afrique centrale, juillet 2008);*

*"I am also traveling through Mumbai on SAA, tomorrow (Sunday) and will actually check into a hotel near the airport until the early morning connection to Hyderabad. I really think our only concern should be for probable delays as a result of increased security." (AE, Southern Africa, novembre 2008);*

*"... And I would agree that the openness threads should become more visible. I agree that critical internet resources should remain as a main theme. I support the idea of focusing attention on a right-based approach ... though we should probably revisit/broaden the discussion on how to approach it strategically. Being in Egypt will also have the effect of amplifying the pertinence of the issue." (NP, Southern Africa, décembre 2008);*

Concernant l'usage de l'anglais (langue de communication de la liste), les difficultés auxquelles peuvent faire face les abonnés de l'Afrique de l'ouest et de l'Afrique centrale francophone sont parfois visibles dans certaines contributions.

En définitive, l'examen de la liste illustre que les africains qui y contribuent manifestent une volonté claire pour la participation du continent au processus du FGI, tout en souhaitant une meilleure prise en compte des problématiques africaines et une amélioration de l'ensemble du processus. Certains appellent à une meilleure implication de l'Afrique, en particulier de sa société civile, ainsi que l'illustrent les points de vue suivants :

*"It is only when we begin the processes that we can get some support. It is only Africans that can develop themselves. All other overtures are "push" - I call on African scientist, academics, civil society, government, the youth and all stakeholders concern to show interest in IGF activities. (EA, Afrique de l'Ouest, mars 2009);*

*"The next IGF will be held in Africa and opportunity is given to mobilize Africa actors to participate actively in all process till to Forum on November. So, African civil society must play a major role in this process." (BS, Afrique centrale, février 2009).*

## Enjeux clés

Les principaux enjeux africains de la GI habituellement soulevés sur la liste sont notamment :

- la prégnance des déficits et contraintes inhibant un accès adéquat à l'internet sur le continent;
- le financement de la participation africaine (consultations publiques de Genève, réunion annuelle du FGI)<sup>34</sup> ;
- l'amélioration des processus de participation à distance ;
- une meilleure prise en compte du multilinguisme dans les communications du Secrétariat du FGI et dans le processus et la diffusion des résultats de la réunion annuelle ;
- le débat sur les ressources critiques de l'internet.

Dès lors, les propositions formulées sur la liste par différents acteurs internationaux (APC<sup>35</sup>, IT for Change<sup>36</sup>, Caucus Gouvernance de l'Internet<sup>37</sup>, etc.) et appelant à la mise en place d'un agenda de développement pour le FGI sont ainsi souvent soutenus (même si le contenu de cet « agenda du développement pour le FGI » est toujours en débat).

Notons qu'un sujet comme la liberté d'expression sur l'internet n'est pas souvent positionné comme enjeu important dans les contributions africaines<sup>38</sup>, alors qu'il est dans le même temps perçu comme un véritable enjeu par la société civile internationale, et que des entraves à la liberté de l'expression dans la société de l'information sont dénoncées en Afrique depuis plusieurs années. Ce constat pouvait déjà se faire durant le processus du SMSI.

## **4. ANALYSE CROISEE DES DEUX LISTES : LE FGI, UNE PREOCCUPATION DE MARGINAUX ?**

L'analyse de la liste *AfrICANN* nous indique clairement que le FGI n'est pas un sujet important de discussion lors des échanges. Dans le même temps, les listes de discussions dédiées au FGI et mises en place par des acteurs reconnus actifs dans le secteur TIC, tel que la Commission Economique Africaine des Nations Unies, le Projet CIPACO de l'Institut Panos Afrique de l'Ouest, ont sombré dans la léthargie. Sur d'autres listes de discussions africaines dédiées aux TIC (Africa-net, AISI\_L, liste de l'association AfrISPA, de l'AFNOG, etc.), des contributions sur le processus international du FGI sont rarement diffusées. L'observation de la liste *AfrICANN* depuis au moins deux ans que nous y sommes abonnés, permet aussi d'affirmer que

---

<sup>34</sup> Dans la lettre ouverte de l'association panafricaine ACSIS au Secrétariat du Forum en octobre 2006, sa présidente avait soulevé cette question <http://www.cipaco.org/spip.php?article1031>; elle a en outre été mentionnée dans la contribution d'ACISIS dans le cadre des préparatifs de la rencontre annuelle organisée en Inde en 2008 [http://www.intgovforum.org/cms/Substantive\\_3rd\\_IGF/ACSIS%20Contribution%20IGF%202008.pdf](http://www.intgovforum.org/cms/Substantive_3rd_IGF/ACSIS%20Contribution%20IGF%202008.pdf)

<sup>35</sup> Statement from APC on the IGF open consultations, February 2008 : <http://www.apc.org/en/pubs/briefs/governance/all/statement-apc-igf-open-consultations-geneva-februa>

<sup>36</sup> A Development Agenda for Internet Governance, - Call for a 'Framework Convention on the Internet' : <http://thepublicvoice.org/events/seoul08/OECD-ITfC.pdf>

<sup>37</sup> July 2009 Statement review of IGF : <http://www.igcaucus.org/node/30>

<sup>38</sup> Excepté dans les contributions de quelques rares acteurs tels les membres de l'association APC.

les 7% de messages sur le FGI illustre bien l'intérêt du processus auprès de la communauté internet africaine dans son ensemble, en particulier auprès de la communauté technique, la première interpellée par la gouvernance de l'internet en tant que processus de gestion des ressources techniques du réseau. Si l'on se rappelle que cette vision de la gouvernance de l'internet spécifiée ci-dessus est celle à l'origine, dans une grande mesure, du déploiement de tout le processus international sur cette question, du Groupe de Travail sur la Gouvernance de l'Internet (GTGI) au FGI, alors on peut légitimement se demander où se trouve réellement l'intérêt de l'Afrique et pourquoi le continent avait fait le plaidoyer pour la mise en place de ces mécanismes<sup>39</sup>. Il s'agissait sans doute avant tout d'une position politique de principe, pour souligner la nécessité d'une gestion multilatérale des ressources critiques de ce réseau commun qu'est l'internet.

Peu avant la première réunion du FGI en 2006, nous avons eu un échange avec un acteur clé du secteur privé africain, de nationalité sénégalaise, expert reconnu en Afrique et au-delà des questions liées à la gouvernance des TIC. Il avait clairement remis en cause l'utilité du FGI pour l'Afrique. En particulier, il estimait que le plaidoyer africain pour une réduction des coûts des interconnexions internationales à l'internet, l'internationalisation totale de la gestion du serveur racine de l'Internet, etc., n'auraient aucune écoute, non seulement parce que parfois de gros intérêts financiers et commerciaux sont en jeu, mais également parce que l'Afrique n'a pas les capacités pour gérer les ressources ou les fonctions qu'elle réclame parfois. Il affirmait alors que ces plaidoyers étaient vains et ne relevaient que la politique, nécessaire sans doute. Il a déclaré observer avec amusement les soutiens de l'ensemble des acteurs africains, en particulier ceux de la société civile, à la position africaine officielle. Beaucoup de responsables d'organisations impliquées dans la gestion technique des ressources internet en Afrique laissent d'ailleurs souvent entendre que la dénonciation de la position privilégiée du gouvernement américain sur la gestion du serveur racine n'est pas un plaidoyer prioritaire pour le continent. C'est sans doute pour ces raisons que dans certaines rencontres internationales, y compris au FGI, les africains s'expriment très peu sur cette question, préférant centrer leurs interventions sur la question plus cruciale de la disponibilité de l'accès aux TIC à coût abordable, et de qualité.

Ces constats ne tiennent en réalité pas lieu de surprise. En effet, l'Afrique hébergeant une population faisant face dans sa grande majorité à d'énormes problèmes quotidiens de survie alimentaire et sanitaire<sup>40</sup>, d'accès à l'énergie, à l'eau potable, etc., les priorités d'actions sont rarement affectées aux nouvelles technologies de l'information, et une question comme la gouvernance mondiale des ressources techniques de l'internet, est souvent perçue comme une préoccupation de marginaux.

D'un autre point de vue, à travers l'examen de la liste de discussions du Caucus Gouvernance de l'Internet de la société civile internationale, il se dégage que l'Afrique contribue bien à la vie du groupe dans ses différentes dimensions, y compris lors des processus de contributions collectivement élaborées et soumises au FGI. Toutefois, d'un point de vue numérique, cette contribution n'est pas proportionnelle à la présence africaine sur la liste, est inférieure à celle d'autres continents. En outre, des contributions substantives sont faites, même s'il apparaît clair que les

---

<sup>39</sup> Voir supra, dans l'introduction à ce texte.

<sup>40</sup> En 2008, une étude de la Banque mondiale révélait même que « La pauvreté (est) en recul dans le monde sauf en Afrique » (Titre d'une dépêche de l'Agence France Presse du 27-08-2008, rendant compte du rapport de la Banque mondiale).

contributions européennes, asiatiques ou américaines sont beaucoup plus fréquentes que celles africaines. Les contributions, actuellement manquantes, d'universitaires et chercheurs africains, devrait consolider sans nul doute la participation intellectuelle du continent.

En définitive, du point de vue stricto sensu de la participation africaine au FGI, les observations de ces deux listes sont relativement différentes. Dans le premier espace hébergeant davantage un grand nombre d'acteurs de la communauté technique africain, on note un certain désintérêt au processus officiel du FGI, excepté, de la part d'institutions comme l'AfriNIC<sup>41</sup>. Au niveau de la société civile, on note peut-être d'avantage d'efforts spontanés de contributions au processus. Cette différence pourrait-être, en partie, expliquée par la volonté politique de la société civile africaine d'œuvrer pour ne pas favoriser une absence africaine dans ce débat international. D'un autre point de vue, la réserve de la communauté technique africaine peut s'expliquer par la conviction que la solution aux difficultés de la gouvernance des TIC en Afrique, est moins dans les espaces internationaux que sur le continent lui-même. Ces deux approches ne nous paraissent aucunement contradictoires.

Enfin, l'analyse croisée illustre également qu'à de rares exceptions près, les contributeurs africains des deux listes ne sont pas les mêmes. Entre novembre 2008 et avril 2009 (période commune analysée), seulement trois personnes avaient contribué sur les deux listes à la fois. Il apparaît que la communauté technique africaine est particulièrement peu présente et loquace sur la liste du Caucus Gouvernance de l'Internet. A contrario, certains contributeurs africains importants de la liste « Gouvernance » ne contribuent pas sur la liste africaine. Cette question mérite une analyse plus approfondie pour être bien appréhendée.

## **5. AUTRES ANALYSES ET INTERVIEWS**

### ***5.1. Enseignements de quelques productions écrites***

Les conclusions tirées de l'analyse des deux listes correspondent aux observations faites dans différents documents publiés par quelques acteurs.

Ainsi, dans un article rédigé peu avant l'organisation de la première rencontre annuelle du Forum sur la Gouvernance de l'Internet en Grèce et largement relayé, Vincent W. Bagiire de l'organisation CIPESA (Centre for International Policy for East and Central Africa), a affirmé que l'Afrique n'avait pas besoin d'un FGI, mais plutôt d'un Forum sur le Développement de l'Internet<sup>42</sup>. Il a également affirmé que la question du contrôle de l'internet ne devrait pas être la préoccupation actuelle de l'Afrique, mais plutôt son accès universel à coût abordable:

*"Who controls the Internet has not hindered vast number of Asians and Europeans from using the Internet. And it has not been the key hindrance to Africa' use of*

---

<sup>41</sup> Cette organisation a organisé en octobre 2009 une rencontre sur le Forum sur la Gouvernance de l'internet en Afrique de l'Ouest en partenariat avec des acteurs de cette région <http://meeting.afrinic.net/waigf/>; en 2008, elle avait déjà co-organisée une rencontre panafricaine ayant traité du sujet.

<sup>42</sup> Does Africa need an IGF or Internet Development Forum? <http://www.cipaco.org/spip.php?article1056>

*the Internet. So Africa must lay its emphasis elsewhere : the emphasis should be on improving connectivity (and this connectivity should be low-cost, including wireless and VSAT), giving more Africans to know-how of using the internet, and generating content that is relevant to Africans, and easy for them to access and use... In a nutshell, Africa needs to be concerned about developing Internet usage first, rather than dwelling on who governs the Internet and how..”*

Dans le même ordre d'idées, ainsi qu'illustré dans une publication collective du projet CIPACO de l'IPAO, un grand nombre d'acteurs clés des TIC estime que les préoccupations africaines en matière de gouvernance de l'internet sont d'abord locales :

*« Plus de 90% des problèmes sont liés à l'Afrique elle-même<sup>43</sup> ».*

Dès lors :

*« ..si les pays africains veulent être pris au sérieux en affirmant qu'ils ont un enjeu dans l'Internet et, par conséquent, dans sa gouvernance, alors il faudrait qu'ils démontrent leur bonne foi. L'Internet étant un réseau de réseaux, ils ont besoin d'en construire leur part, de l'augmenter, de l'étendre au profit de leur peuple, d'en avoir une politique claire et cohérente chez eux. Alors ils pourront alors se joindre aux autres participants et coopérer avec eux sur les questions d'intérêt commun dans l'espace mondial de l'Internet... »<sup>44</sup>*

Et comme l'a indiqué Nii Quaynor (l'un des pionniers de l'internet africain, ancien membre du conseil d'administration de l'ICANN et lauréat du prix international Jonathan B. Postel Service Award en 2007) dans le même document précité :

*« Bien que l'assistance extérieure puisse être mobilisée pour réduire certains des obstacles, l'essentiel de la responsabilité en la matière appartient aux pays africains eux-mêmes<sup>45</sup>. »*

Les acteurs africains pourront même justifier leur point de vue par la prise de position du Secrétaire Général de l'Union Internationale des Télécommunications (le malien Hamadou Touré) qui, dans son discours à l'ouverture de la rencontre annuelle de l'ICANN au Caire (Egypte) en novembre 2008, rappelait qu'avant de chercher à obtenir la gouvernance de l'internet, il fallait d'abord se battre pour avoir l'internet et l'utiliser comme levier d'atteinte des Objectifs de Développement du Millénaire :

---

<sup>43</sup> *Ouvrir le débat sur le Forum sur la Gouvernance de l'Internet en Afrique*, Clement Dzionu, Pierre Dandjinou, Gaston Zongo, Nii Quaynor, Mawuko Zormelo, Mawaki Chango, Institut Panos Afrique de l'Ouest, 2006 <http://www.cipaco.org/sources/DebatFGIAfrique.pdf>

<sup>44</sup> Mawaki Chango, *SMSI, puis après ? Quelles perspectives et quels rôles pour l'Afrique dans les processus subséquents de Gouvernance de l'Internet ?*, in *Ouvrir le débat sur le Forum sur la Gouvernance de l'Internet en Afrique*, IPAO, 2006.

<sup>45</sup> Nii Quaynor, dans la version anglaise de la publication *Ouvrir le débat sur le Forum sur la Gouvernance de l'Internet en Afrique*, IPAO, 2006. <http://www.cipaco.org/sources/OpeningIGFdebateAfrica.pdf> (extrait traduit de l'anglais).

*« During the WSIS process, there were long debates on Internet governance. I was telling to many people from developing countries who were fighting for Internet governance: "Before you get the governance, get the Internet first. »<sup>46</sup>*

Le texte de cette allocution qui traitait surtout des relations parfois conflictuelles entre l'ICANN et l'UIT avait été circulé sur la liste AfrICANN.

Concernant la participation physique africaine aux réunions du FGI, les statistiques publiées sur le site du Secrétariat du Forum sur la Gouvernance de l'Internet, sont décroissantes : 11% à Athènes en 2006, 10% en au Brésil en 2007 et 5% en Inde en 2008. Un constat brut est que la présence africaine est inférieure à la part de sa population dans le monde (un peu moins de 15%). La facilité d'accès aux pays organisateurs peut être un critère expliquant la variation du poids de la présence africaine. On ne peut d'office affirmer que cette décroissance illustre un désintérêt croissant pour le FGI, même si cela pourrait être le cas. Notons aussi qu'en général, des soutiens financiers sont mis en place par les Nations Unies pour assurer une certaine représentation des pays en développement aux réunions qu'elle organise ou appuie. La faible représentation numérique africaine au FGI pourrait toutefois aussi s'expliquer par le faible financement international dont bénéficie le FGI, qui n'est pas considéré comme une vraie réunion onusienne<sup>47</sup>.

## **5.2. Petite enquête sur l'intérêt et l'impact du Forum sur la Gouvernance de l'Internet en Afrique**

Dans le cadre de notre recherche, nous avons également interrogé par courrier électronique quelques acteurs du secteur privé et de la société civile africaine sur l'intérêt et l'impact du FGI en Afrique. Cette mini-enquête fournit non seulement des éléments complémentaires de compréhension de la perception du FGI en Afrique, mais constitue également une petite contribution à l'appel lancé par les Nations Unies pour son évaluation, en vue de sa reconduction éventuelle, au-delà de ces cinq premières années d'existence. En effet, à travers le paragraphe 76 de l'Agenda de Tunis, les participants au SMSI ont demandé *« au Secrétaire général de l'ONU de déterminer, en consultant formellement les participants au Forum, s'il est souhaitable que le Forum poursuive ses activités au-delà des cinq ans qui suivront sa création et de faire des recommandations aux membres des Nations Unies sur ce point. »*.

Dans un premier temps, les résultats de cette petite enquête corroborent l'analyse des listes de discussions et des documents consultés : l'Afrique, y compris la communauté des spécialistes de l'internet, est peu intéressée par le FGI international dans sa mission et format actuels, quand bien même elle y participe. En effet, selon les personnes interrogées, le gain ne vaut pas l'investissement à y consacrer, le Forum n'étant qu'un espace de discussions sur un sujet ayant peu d'impact dans la vie quotidienne de l'ensemble des citoyens, y participer,

---

<sup>46</sup> <https://cai.icann.org/files/meetings/cairo2008/toure-speech-06nov08.txt>

<sup>47</sup> Ainsi, le Caucus Gouvernance de l'Internet de la société civile a-t-il souvent réclamé un meilleur soutien financier au FGI, comme il l'a fait dans sa réponse au questionnaire sur le « souhait de continuation du FGI » diffusé par le Secrétariat du FGI : *« The United Nations needs to recognise that the IGF is the outcome of a UN process and should ensure that it has the resources it needs to fulfil its mandate as defined at the Tunis Summit in 2005. We express our great respect and appreciation for the work of the IGF Secretariat. While severely under-funded it has still been responsible for much of the success of the IGF to date. The Secretariat should be provided with the resources it needs to perform its role effectively »*. [http://www.intgovforum.org/cms/index.php/component/chronocontact/?chronoforname=FormalConsult032009View&respcont=29&resp\\_type=1](http://www.intgovforum.org/cms/index.php/component/chronocontact/?chronoforname=FormalConsult032009View&respcont=29&resp_type=1).

physiquement notamment, revient très cher, non seulement financièrement mais également en terme de temps investi. Cette perception serait en particulier celle des décideurs politiques, d'autant plus que les délibérations du FGI ne sont pas sanctionnées par des résolutions contraignantes (paragraphe 77 de l'Agenda du Tunis)<sup>48</sup> ou des décisions intergouvernementales d'appui aux TIC en Afrique. Le Forum étant ainsi uniquement un espace exclusif d'échanges, les politiques (du Nord comme du Sud d'ailleurs) s'y investissent peu. Notre enquête révèle également que l'impact et le gain du FGI en Afrique est peu perceptible ; toutefois, la meilleure prise de conscience sur l'approche multipartenaire dans la résolution des problèmes liés à la gouvernance de l'internet et le renforcement de capacités de quelques acteurs sur question sont cités comme gains obtenus du processus.

Nous reproduisons ci-dessous le point de vue de trois des personnes interrogées, qui appartiennent à des organisations clés du secteur des TIC en Afrique.

### **Quelques points de vue recueillis:**

- ***Pensez-vous que la communauté africaine soit intéressée par le Forum sur la Gouvernance de l'Internet? Justifiez votre réponse.***

*Tijani BEN JEMAA (Tunisie, Membre de l'Association de la Société Civile Africaine pour la Société de l'information, ACSIS et d'autres organisations internationales) :*

*Je pense que la communauté africaine est aussi intéressée que toutes les autres communautés par la gouvernance de l'Internet vu l'importance que ne cesse d'avoir l'Internet dans notre vie de tous les jours. Et puisque le FGI est le seul espace où on peut en discuter, je pense qu'il possède une importance certaine, mais pas capitale eu égard au fait que ce n'est qu'un forum de discussion sans aucun impact sur les décisions prises en terme de gouvernance de l'Internet. En dépit de cette importance, la participation de la communauté africaine dans les 3 premières éditions du FGI était relativement faible pour des raisons essentiellement économiques. Les ressources critiques de l'Internet et la diversité culturelle et linguistique me semblent les thèmes les plus intéressants pour la communauté africaine. Un Internet monolingue (anglais), monoculturel (occidental) ne saurait être au service des populations africaines.*

*Adiel Akplogan (Directeur de l'AfriNIC):*

*Je crois que la communauté Africaine n'est pas très intéressée par le FGI global dans son format actuel. Je pense que de plus en plus les gens ont compris que le plus gros du travail est local. Ce qui les ramène à se reposer plus sur des forums régionaux (et je crois que c'est ce qu'il faut renforcer). Les Africains sont encore trop habitués à ce que d'autres décident pour eux quoi faire ... or un forum comme le FGI global ne leur (nous) permet pas de nous voir imposer (proposer) des solutions toutes faites à nos problèmes ... d'où le manque d'intérêt au plus haut niveau. Par contre ce que nous devons en tirer, c'est l'ampleur que prend dans nos communautés l'approche multisectoriel/acteurs. Je crois que rien que l'appropriation de cette culture de consultation par nos communautés sera un géant pas vers le développement durable!*

---

<sup>48</sup> « Le Forum n'aurait aucune fonction de contrôle et ne remplacerait pas les mécanismes, institutions ou organisations existants (...). Il constituerait un mécanisme neutre, ne faisant pas double emploi et non contraignant.»

Sylvestre Ouédraogo, (Directeur de l'association Yam-Pukri<sup>49</sup> Burkina Faso)

*Pour le moment, je crois que non. La communauté africaine dans sa grande majorité ne sait pas que ce forum existe et quels en sont les vrais enjeux. Cela reste dans le cadre restreint de certains spécialistes qui par ailleurs sont parfois pessimistes au vu du faible poids de l'Afrique dans les transactions Internet.*

➤ **Pensez-vous que les gouvernements africains soient intéressés au FGI?**

Tijani BEN JEMAA (Tunisie, Membre de l'Association de la Société Civile Africaine pour la Société de l'information, ACSIS et d'autres organisations internationales) :

*Certains le sont pour diverses raisons. La majorité ne l'est pas. Ce n'est pas une priorité pour eux, soit parce que l'intérêt n'est pas clair, soit parce qu'ils considèrent la participation au FGI comme étant trop coûteuse.*

Adiel Akplogan (Directeur de l'AfriNIC):

*Non, ils ne le sont pas vraiment parce qu'il ne s'agit pas d'un processus décisionnel dans le cadre duquel ils se voient offrir des solutions d'urgence et toutes faites à des problèmes qu'ils ont. Ce n'est pas dans leur culture d'engager des frais pour voyager juste pour aller discuter ... L'impact des ces discussions reste encore très abstrait pour eux. Pour moi c'est un changement "culturel" qui se produit mais qui prendra du temps à s'enraciner dans les mentalités de sorte qu'il puisse devenir systématique dans la recherche de solutions aux problèmes généralement complexes que pose Internet.*

Sylvestre Ouédraogo, Directeur de l'association Yam-Pukri (Burkina Faso)

*Nos gouvernements ont d'autres priorités que la GI mais, ce qui les intéresse, c'est comment contrôler leurs citoyens qui utilisent le web, mais pas comment faire en sorte que l'Internet devienne un outil de développement ou un vrai enjeu de développement. Nos gouvernements risquent de prendre des mesures qui vont étouffer l'expansion locale du web à des fins de production alors qu'ils devraient s'interroger sur l'enjeu principal qui outrepassse nos petites frontières.*

➤ **Qu'on « gagné » les Africains du Forum jusqu'à présent?**

Tijani BEN JEMAA (Tunisie, Membre de l'Association de la Société Civile Africaine pour la Société de l'information, ACSIS et d'autres organisations internationales) :

*Pas beaucoup de choses. Peut-être qu'ils maîtrisent maintenant un peu mieux les différents aspects de la gouvernance de l'Internet. Leur implication dans le système du FGI était faible à l'exception de certains individus. Une conscience des intérêts du continent en terme de GI, et une plus grande et plus active participation des africains au forum pourrait permettre un impact plus important dans le système du FGI.*

---

<sup>49</sup> Yam Pukri est une association spécialisée dans la formation, l'information et les conseils en nouvelles technologies. Elle existe depuis 1998 au Burkina Faso [www.yam-pukri.org](http://www.yam-pukri.org)

*Je pense que la société civile a autant gagné du FGI que toutes les autres parties de la communauté en dépit de sa timide participation. Le plus grand acquis est le renforcement des capacités en termes de gouvernance de l'Internet.*

*Adiel Akplogan (Directeur de l'AfriNIC):*

*Ce que je pense que nous avons gagné c'est l'approche « multi-acteurs », basée sur une approche participative dans la recherche de solutions à nos problèmes. Il faudra la renforcer, dans les processus de localisation et de régionalisation du concept du FGI (peu importe le nom qu'on donne au processus).*

*Sylvestre Ouédraogo, directeur de l'association Yam-Pukri (Burkina Faso)*

*Je ne sais pas. Je n'ai pas trop suivi les Forums passés et je ne sais même pas s'il existe un mécanisme qui informe de manière continue de la situation de la gouvernance de l'Internet et si un baromètre de mesure de la présence africaine existe.*

La conclusion principale à la fin de cette recherche est donc que, bien qu'elle y participe et y contribue, l'Afrique s'intéresse peu au processus officiel du FGI. Elle reste d'abord préoccupée par l'accès «basique» aux TIC à ses citoyens et par la consolidation de la gouvernance de «son» internet. Mais elle participe au processus en cours, autant qu'elle peut, à la fois pour ne pas désertier un espace politique international de débats autour d'une ressource qui demeure commune et pour saisir les opportunités de renforcement de capacités qui peuvent s'y offrir. L'organisation de la quatrième réunion annuelle de l'internet en Afrique (Egypte) semble aussi guidée par ces enjeux. Le renforcement de capacités est sans doute ce qu'en définitive les acteurs africains espèrent le plus gagner du processus, du fait du mandat actuel du FGI. Il est alors important, au moment où le FGI est dans sa phase d'évaluation à mi-parcours et au moment où sa quatrième rencontre s'organise en Afrique, que les dispositifs favorisant ce renforcement de capacités soient plus lisibles et renforcés, afin de valoriser davantage ce processus international aux yeux des acteurs du continent.

*Ken Lohento a été jusqu'en octobre 2009 Coordonnateur du Programme TIC (Technologies de l'Information et de la Communication) de l'Institut Panos Afrique de l'Ouest (IPAO), une organisation non gouvernementale ouest-africaine, basée à Dakar, où il a notamment géré le projet CIPACO (Centre sur les Politiques Internationales des TIC pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre). Il est actif dans le milieu associatif des TIC au Bénin et en Afrique depuis 1997. A travers différentes organisations s'intéressant à l'utilisation des TIC pour le développement en Afrique (Iafric, Oridev, ACSIS, IPAO), il a été impliqué depuis 2002 dans le Sommet Mondial sur la Société de l'information et au Forum sur la Gouvernance de l'Internet. De 2006 à 2009, il a représenté la société civile africaine au comité multi-acteurs mis en place par les Nations Unies pour conseiller la mise en œuvre du FGI. Il a écrit quelques articles sur les politiques et usages des TIC en Afrique, dont certains publiés dans des revues scientifiques et contribué à la rédaction de quelques ouvrages collectifs. Il est titulaire d'un DEA en Sciences de l'Information (Université Paris X – Nanterre, France).*

## **Références bibliographiques**

- Arnstein S. R., A Ladder of Citizen Participation, *Journal of the American Institute of Planners*, 35 (4), p. 216-224. 1969, <http://lithgow-schmidt.dk/sherry-arnstein/ladder-of-citizen-participation.html>
- Association for Progressive Communication, Statement from APC on the IGF open consultations, February 2008 <http://www.apc.org/en/pubs/briefs/governance/all/statement-apc-igf-open-consultations-geneva-februa>
- Barthe Y., 2002. Rendre discutable. Le traitement politique d'un héritage technologique, *Politix*, (57), p. 57-78. [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/polix\\_0295-2319\\_2002\\_num\\_15\\_57\\_1207](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/polix_0295-2319_2002_num_15_57_1207)
- CIPESA, ICANN, Internet governance and Africa, CIPESA 2005, <http://www.cipesa.org/files/ICANN,%20Internet%20Governance%20and%20Africa.pdf>
- Clement Dzidonu et Nii Quaynor, "Broadening and Enhancing the Capacity of Developing Countries to Effectively Participate in the Global ICT Policy Fora and the ICT for Development (ICTfDev) Process", Markle Foundation, 2002.
- Cornwall A. et Coelho V. S. P., 2006, Spaces for change? the politics of citizen participation in new democratic arenas, London; New York, Zed Books, [http://www.drc-citizenship.org/docs/publications/spaces\\_for\\_change/chapters\\_in\\_book/Cornwall%20intro.pdf](http://www.drc-citizenship.org/docs/publications/spaces_for_change/chapters_in_book/Cornwall%20intro.pdf)
- Daniel Stauffacher and Wolfgang Kleinwächter (sous la direction de), The World Summit on the Information Society: Moving from the Past into the Future, UN ICT Task Force Series 8, 2005, 373, pages
- David Souter, Don Maclean, James Dean, et. al, Louder Voices, Strengthening Developing Country Participation in International ICT Decision-Making, DFID, CTA, Panos London, 2008
- Françoise Massit-Folléa et Amar Lakel, Société civile et gouvernance de l'internet au Sommet mondial sur la Société de l'Information : la construction d'une légitimité ambiguë, Revue Hermès n°47, Paris, CNRS Editions, June 2007.
- Françoise Massit-Follea, Régulation et gouvernance de l'Internet, Rapport Vox Internet 2005, [http://www.voxinternet.org/article.php3?id\\_article=1&lang=fr](http://www.voxinternet.org/article.php3?id_article=1&lang=fr)
- Karim Sy, Sylvie Javelot, Ken Lohento, et. al., Enjeux de gouvernance : évaluation de la participation de l'Afrique et de son secteur privé au SMSI - synthèse, IPAO, août 2006, 116 p.
- Ken Lohento (sous la direction de), Ouvrir le débat sur le Forum sur la Gouvernance de l'Internet en Afrique, IPAO, août 2006, 77 pages;
- Michel Elie, Observatoire des Usages de l'Internet Comprendre et maîtriser les forums de discussion sur internet, communication présentée au colloque international " Les fractures numériques Nord/Sud en question : Quels enjeux ? Quels partenariats ?" Université d'été de la communication d'Hourtin (Gironde - France), août 2003 <http://www.oui.net/modules/wfsection/article.php?articleid=9>

- Sopinspace, Livre blanc sur la démocratie participative et le débat public utilisant internet, 2007, 26 pages, [http://www.co-ment.net/docs/livre\\_blanc\\_sopinspace.pdf](http://www.co-ment.net/docs/livre_blanc_sopinspace.pdf)
- Vincent Waiswa Bagiire, Does Africa need an IGF or Internet Development Forum?, CIPESA, 2006, <http://www.cipaco.org/spip.php?article1056>
  
- Site du Secrétariat du Forum sur la Gouvernance de l'Internet [www.intgovforum.org](http://www.intgovforum.org)
- Liste de discussion du Caucus sur la Gouvernance de l'Internet de la société civile internationale dans le cadre du SMSI, <http://www.iqcaucus.org/>
- AfrICANN, Liste de discussion africaine portant sur les sujets liés à l'ICANN et à la gouvernance de l'internet, <https://lists.afrinic.net/mailman/listinfo.cgi/africann>
- Internet Governance Project, 2005, *Political Oversight of ICANN: A Briefing for the WSIS Summit* : <http://www.internetgovernance.org/pdf/political-oversight.pdf>

**Annexe 1 : Contributeurs de la liste AfrICANN pendant la période étudiée (novembre 08 et avril 09)**

<b>Auteurs</b>	
Abdoulaye DIAKITE	Rachid Issari
Atef LOUKIL	Rafik Dammak
Badru Ntege	Souleymane Oumtana
Baher Esmat	Alaa S. ElSharif
Brice Abba	Birhanu, Abdurahim, Biniyam and Bekala
Carmelo Modu Ebuka	Dawit Bekele
Delphine NANA MEKOUNTE	Eric M.K Osiakwan
Didier Rukeratabaro Kasole	McTim
Douglas Onyango	Michuki Mwangi
Elsa Caposso	Nebiyu Yosef
Gabriel Latjor Ndow	Vika Mpisane
Houmavo Kouassi	Christopher Wilkinson
Irene Ikargs	Maye Diop
Louis Tsebele	ALI Hadji Mmadi
Manal Ismail	Kiran Cunniah
Nii Quaynor	Fatimata Seye Sylla
Pierre Ouedraogo	Dandjinou Pierre
Rachida Jouhari	Dr Yassin Mshana
Raft Razafindrakoto	Katim S. Touray
Stephanie Moorghen-Bernon	Alioune Traore
Sunday Richard	David Kinsaka
Victor Ciza	Emile ONANGA-ANOTHO
Vincent Ngundi	Ken Lohento
Abdallah Mlimi	Gratien Kitambala (media et tic)
Adiel A. Akplogan	Lillian O. Sharpley
ALAIN AINA	BAUDOUIN SCHOMBE
Alice Munyua Gitau	Hawa Diakite
Francois Mark	Rebecca Wanjiku
Huyghens Luvwatu-Masamba	Glen de Saint Géry
MohamedHamza at isoc.sd	Anne-Rachel Inné

**Annexe 2 : Contributeurs africains de la liste du Caucus Gouvernance de l'Internet pendant la période étudiée (mai 08 – avril 09)**

Identité	Élément sur le profil (non exhaustif)	Région
<i>Alice Munyua</i>	Membre du réseau kenyan Kictanet et de l'association APC	Afrique de l'Est
<i>Emmanuel Edet</i>	Travaille pour l'agence nigériane des TIC NITDA	Afrique de l'Ouest
<i>Kwasi Boakye-Akyeampong</i>	A milité dans l'association internationale Computer Professionals for Social Responsibility (CPSR)	Afrique de l'Ouest
<i>Mawaki Chango</i>	Doctorant - A milité dans l'association africaine ACSIS	Afrique de l'Ouest
<i>Abi Jagun</i>	A travaillé pour l'association APC	Afrique de l'Ouest
<i>Joseph Sarr</i>	A été membre du Groupe de Travail sur la Gouvernance de l'Internet	Afrique de l'Ouest
<i>Nnenna Nwakanma</i>	Une des personnes ressource de l'association ACSIS	Afrique de l'Ouest
<i>Jameleddine Khemakhem</i>	A milité/milite dans l'Association Tunisienne des Droits de l'Enfant (ATUDE)	Afrique du Nord
<i>Natasha Primo</i>	Membre de APC et du Comité Conseil du Forum sur la Gouvernance de l'Internet	Afrique du Sud
<i>Babatope Soremi</i>	A milité/milite dans l'association ACSIS	Afrique de l'Ouest
<i>Ebenezer Annang</i>	Spécialiste télécom	Afrique de l'Ouest
<i>Dave Kissoondoyal</i>	A milité/milite dans ISOC Ile Maurice	Océan Indien
<i>Gao Mosweu</i>	A travaillé/travaille pour le Botswana Information Technology Society	Afrique du Sud
<i>Hanane Boujemi</i>	A travaillé/travaille pour Diplo Foundation	Afrique du Nord
<i>Tijani BEN JEMAA</i>	L'une des personnes ressources de l'association ACSIS	Afrique du Nord
<i>Anriette Esterhuysen</i>	Directrice exécutive de l'association APC	Afrique du Sud
<i>Willie Currie</i>	Responsable de l'association APC	Afrique du Sud
<i>Rui Correia</i>	Militant des droits de l'homme/de la liberté d'expression	Afrique du Sud
<i>Ken Lohento</i>	L'une des personnes ressources de ACSIS et ancien membre du Comité Conseil du Forum sur la Gouvernance de l'Internet, travaille pour l'Institut Panos Afrique de l'Ouest	Afrique de l'Ouest
<i>Baudouin Schombe</i>	Un des responsables de l'association ACSIS	Afrique Centrale
<i>Nyangkwe Agien Aaron</i>	Militant associatif	Afrique Centrale

Certains membres du CGI ayant une bonne expertise sur les pays en développement et des liens particuliers avec l'Afrique ou oeuvrant dans le cadre de leurs activités professionnelles sur le continent, traitent régulièrement dans leurs messages de ces problématiques. Signalons les cas notables, entre autres, des abonnés McGinnis Tim, Parminder Jeet Singh, Jean-Louis Fullsack, et le défunt Francis Muguet.